

Bruter (Michael), Harrison (Sarah) – *The Future of our Democracies. Young Party Members in Europe.* – Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009. 250 p.

Céline Belot

DANS **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE** 2011/1 Vol. 61 , PAGES VII À VII
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0035-2950

ISBN 9782724632293

DOI 10.3917/rfsp.611.0132g

Date de mise en ligne : 17/02/2011

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2011-1-page-VII?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

COMPTES RENDUS

Mayer (Nonna) - *Sociologie des comportements politiques.* -

Paris, Armand Colin, 2010 (U. Sociologie).

316 p. Bibliogr. Index.

Depuis quelque temps, le paysage des manuels universitaires français de science politique, autrefois aride et duquel n'émergeait que quelques ouvrages phares dans un désert de références sérieuses, s'est profondément modifié. La moisson de ces dernières années est riche et plusieurs ouvrages récents ont ainsi montré leur capacité à couvrir la discipline ou l'un de ses segments d'une manière suffisamment synthétique pour servir leur mission éducative et suffisamment informée pour ne pas trahir le mouvement de la recherche¹. Dans ce genre extrêmement difficile, l'ouvrage de Nonna Mayer constitue une réussite exemplaire. Ceux qui se désolaient de l'absence de réédition du petit « Mayer et Perrineau » sur les comportements politiques² trouveront ici un essai beaucoup plus dense et ambitieux, apte à proposer plusieurs niveaux de lecture. Au-delà de sa fonction première de manuel, impeccablement remplie, l'ouvrage invite à une réflexion de fond, sur l'origine et la consistance des paradigmes en science politique d'une part et sur les transformations récentes de la démocratie d'autre part.

Le livre – qui aurait pu s'intituler « sociologie de la participation politique » – envisage les comportements ou les pratiques politiques des citoyens (par opposition à celles des gouvernants) dans leur diversité, depuis la participation à des discussions politiques jusqu'à l'engagement militant, en passant par le vote et le fait de répondre

aux questions de sondage³. Il développe une série de partis pris discutables mais souvent judicieux. Le premier est de confronter systématiquement les hypothèses, les méthodes et les résultats de la recherche européenne (et principalement française) à ceux de leur homologue américaine. Le second est de s'appuyer le plus souvent possible sur les données disponibles dans les grandes enquêtes comparatives (en particulier l'European Social Survey, souvent sollicitée). Le troisième est de multiplier les encadrés et les vignettes, souvent heureuses et qui facilitent la lecture, reprenant ici une définition élémentaire, là un extrait d'entretien particulièrement illustratif ou encore le résumé précis d'une recherche originale.

L'ensemble ne se contente pas de faire le récit ordonné de la succession des principaux paradigmes d'explication du vote ou de l'action collective, mais multiplie les références à des recherches souvent récentes et très peu connues en France, proposant un état complet et actualisé de la matière. Il faut souligner enfin la grande honnêteté de la restitution. Si l'on peut juger ça et là certaines questions et certains courants un peu sacrifiés (la sociohistoire ou la psychologie politique dans une moindre mesure), tous sont abordés. Les grands modèles explicatifs sont quant à eux présentés avec la même équanimité, au risque parfois que se brouillent les lignes de force de la démonstration et que le lecteur se perde dans cette jungle d'hypothèses et d'éclairages concurrents.

La première partie de l'ouvrage – « Participer en démocratie » – revient en premier lieu rapidement sur les cadres intellectuels et institutionnels de la participation politique en démocratie, les conceptions de cette dernière, l'extension des droits politiques et les transformations de la démocratie représentative (démocratie des partis, démocratie du public, démocratie participative et délibérative). Elle explore en second lieu les principales approches des comportements politiques, depuis les origines du Behaviorisme jusqu'à la

1. Voir, par exemple, et pour le seul domaine de la sociologie politique : Jean-Yves Dormagen, Daniel Mouchard, *Introduction à la sociologie politique*, Bruxelles, De Boeck, 3^e éd., 2010, ou Rémi Lefebvre, *Leçons d'introduction à la science politique*, Paris, Ellipses, 2010. Ces nouvelles tentatives appellent une suite au travail mené sur les manuels d'une génération antérieure par Érik Neveu, « Les manuels de science politique. Relève de génération et variations d'un genre académique », dans Pierre Favre, Jean-Baptiste Legavre (dir.), *Enseigner la science politique*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 63-123.

2. Nonna Mayer, Pascal Perrineau, *Les comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 1992 (Cursus).

3. Ce dernier point fait l'objet d'une intéressante discussion dans une annexe électronique du livre, consultable librement en ligne et dont on peut regretter qu'elle ait été détachée (<<http://www.cee.sciences-po.fr/fr/le-centre/equipe-de-recherche/60/nonna-mayer.html>>).

redécouverte des institutions et au tournant cognitiviste. Cette rétrospective donne à l'auteur l'occasion de réfléchir à ce qu'elle considère comme une « exception française » dans la recherche sur les comportements politiques, une *french touch* faite de méfiance à l'égard de la quantification, de résistance à la modélisation et de rejet des théories du choix rationnel, sur les origines et les conséquences de laquelle elle invite à s'interroger.

Dans une seconde partie – « Autour du vote » –, N. Mayer revient successivement sur les approches écologiques et sociologiques du choix électoral mais aussi sur les « nouveaux débats » qui agitent la communauté des chercheurs intéressés à résoudre l'énigme du vote. Une excellente présentation de la controverse autour du déclin du vote de classe ainsi que des travaux abordant l'émergence de nouveaux clivages précède une discussion plus succincte et à cet égard un peu décevante des débats autour de la rationalité du vote. Un dernier chapitre de cette seconde partie, original et convainquant, s'intéresse au « moment électoral », c'est-à-dire aux effets du contexte institutionnel (nature de la consultation, mode de scrutin...) et de la conjoncture (campagne électorale, enjeux, médias, personnalités, sondages...).

Dans une troisième et dernière partie, plus composite et consacrée aux autres formes de participation politique que le vote – « au-delà du vote » – sont abordées successivement la question de l'abstention (« choisir... de ne pas choisir »), réhabilitée dans certains travaux récents comme acte politiquement délibéré ; celle de l'action collective et des mouvements sociaux (de la psychologie des foules aux travaux les plus récents sur les « cadres » et les émotions) ; celle enfin du militantisme et de ses causes. Un dernier chapitre, lui aussi original, cherche à étudier ce que « parler politique » veut dire, en faisant le point des travaux portant sur le poids et la signification des discussions politiques en démocratie.

Tout en rappelant l'influence des inégalités sociales dans les pratiques de participation, véritable fil rouge et *leitmotiv* de l'ouvrage, le livre se termine sur une conclusion optimiste. Les sociétés occidentales vivraient aujourd'hui une « crise de la représentation » plus qu'une crise de la démocratie. La désaffection constatée à l'égard du vote et des organisations politiques traditionnelles serait largement compensée par la vigueur de l'engagement citoyen dans les mouvements

sociaux et la défense de causes particulières (*l'advocacy democracy*), traduisant une métamorphose de la démocratie plutôt qu'un déclin, n'en déplaît à certaines interprétations récentes.

C'est sur la portée de cette conclusion que le lecteur est amené à s'interroger. Au regard même des recherches inventoriées par N. Mayer, peut-on partager un tel optimisme ? Dans quelle mesure la désaffiliation politique de catégories entières de la population est-elle compensée réellement par le redéploiement des capacités d'expression, *via* l'action protestataire, d'autres catégories sociales, plus éduquées et mieux intégrées ? Dans quelle mesure ces nouvelles formes de participation et de critique, voire même de démocratie participative, sont-elles à la hauteur des évolutions qui contribuent par ailleurs à affaiblir le caractère démocratique de nos sociétés (montée de pouvoirs non élus, restrictions des libertés individuelles, indifférenciation de l'offre politique des principaux partis, écarts de revenus et différences de statut qui rendent l'égalité politique de plus en plus illusoire en pratique...) ? C'est l'immense mérite de l'ouvrage de Nonna Mayer que de fournir les bases scientifiques objectives qui permettent d'entrer dans ce débat.

Loïc Blondiaux -

Université Paris I-Panthéon Sorbonne, CESSP

Renwick (Alan) - *The Politics of Electoral Reform. Changing the Rules of Democracy.* -

New York, Cambridge University Press, 2010.

XIV + 312 p. Annexes. Bibliogr. Index.

Ceux qui ont été impliqués dans de telles entreprises peuvent en témoigner : dans le débat public, le *processus* de la réforme électorale tend à devenir au moins aussi important que le *contenu* de celle-ci. D'où l'intérêt d'un questionnement qui cible le comment de telles réformes et cherche à en déterminer les conditions de succès ou d'échec. Démarche prometteuse depuis la chute du mur de Berlin, alors que se sont multipliées les réformes du système électoral, y compris dans les démocraties établies.

Qui a le pouvoir de modifier le système électoral ? Quels sont les intérêts et les valeurs qui déterminent ces choix ? Et à quels types de changements devons-nous nous attendre dans l'avenir ? À ces trois questions, la sagesse conventionnelle dictait des réponses bien connues : ce sont les politiciens qui ont le pouvoir de modifier

le système électoral ; ils le font strictement en fonction de leurs intérêts partisans ; les systèmes sont donc choisis en fonction des intérêts des partis représentés au parlement et comme le nombre de ceux-ci tend à augmenter, les systèmes proportionnels gagneront du terrain.

Les choses ne sont pas si simples, répond Alan Renwick dans une étude comparative portant sur les discussions politiques entourant les changements de système électoral. Instruit par les développements survenus dans le monde démocratique au cours des vingt dernières années, l'auteur note d'abord que les politiciens ne sont plus les seuls acteurs impliqués. Il arrive qu'ils conservent le contrôle complet du processus, mais il est aussi possible qu'ils le perdent au profit d'autres acteurs comme les juges, les experts et les citoyens. L'entrée en scène de ces derniers, illustrée par les réformes survenues en Italie et en Nouvelle-Zélande au début des années 1990, a créé une donne plus complexe. Aux scénarios classiques de changements réalisés par la majorité au pouvoir (*elite majority opposition*) ou de concert entre les principaux partis (*elite settlement*) doivent maintenant être ajoutés au moins deux nouvelles possibilités, soit les réformes résultant de l'interaction entre le public et l'élite dirigeante (*elite mass interaction*) ou même d'une décision du public s'imposant aux élites (*mass imposition*). Ensuite, les motivations des acteurs ne se réduisent par au paradigme de la rationalité calculatrice. Entrent aussi en compte nombre de valeurs conflictuelles : démocratie, stabilité, qualité de la gouvernance, objectifs politiques substantifs, service aux électeurs, identité, praticabilité.

Le gros du livre est consacré à l'analyse de deux grands types de processus, soit les changements imposés par la majorité au pouvoir et ceux qui résultent d'une interaction plus complexe entre la masse et l'élite dirigeante. Relèvent du premier type les réformes effectuées en France en 1951 (les célèbres apparentements), en 1985 (introduction de la proportionnelle départementale) et 1986 (retour au scrutin majoritaire) ; en Italie en 1953 et en 2005 ; et au Japon en 1947. Se rattachent au pôle plus inclusif les réformes réalisées au Japon, en Italie et en Nouvelle-Zélande au début des années 1990. Ces dernières ont obéi à un scénario type. Dans un premier temps, une minorité parmi les politiciens embrasse la cause de la réforme ; impuissants à convaincre leurs collègues, ils font appel au peuple et suscitent une mobilisation plus large ; dans un

troisième temps, les politiciens adoptent sous la pression populaire une réforme à laquelle la plupart d'entre eux sont opposés, parce qu'ils craignent d'être emportés par l'indignation populaire aux élections suivantes. Ultimement, c'est le discrédit des élites dirigeantes généré par des scandales (Italie, Japon) ou par l'adoption de réformes impopulaires (Nouvelle-Zélande) qui permet aux réformateurs d'emporter le morceau. À tort ou à raison, le public en vient à croire qu'un nouveau système électoral s'impose et se mobilise en conséquence, quitte à déchanter par la suite.

Dans chaque cas, nous avons droit à une analyse détaillée des motivations des différents acteurs et des événements qui ont jalonné le processus. Bien que l'auteur ait boudé les sources universitaires non anglaises (on regrette qu'un expert de la trempe de Pierre Martin ne soit nulle part cité dans l'ouvrage), je n'ai pas relevé d'erreur factuelle dans les passages consacrés aux réformes qui m'étaient familières.

Preuves à l'appui, l'auteur s'en prend à la thèse déterministe du politologue catalan Colomer selon laquelle la tendance séculaire pousse vers la proportionnelle. En fait, les réformes réalisées vont aussi bien dans la direction d'une réduction de la proportionnalité que de son accentuation, alors que certaines réformes ont un effet neutre à cet égard. Le vrai changement est ailleurs. Renwick estime en effet qu'en ce qui a trait au processus de réforme, la tendance va en direction d'une plus grande implication citoyenne dans les réformes électorales et que le monopole décisionnel des politiciens en ce domaine va décliner. Mais le succès des processus plus inclusifs n'est pas garanti non plus, comme en témoigne le *flop* monumental des assemblées citoyennes récemment créées dans les provinces canadiennes d'Ontario et de Colombie Britannique.

Cet ouvrage se situe dans un courant de recherche de plus en plus actif qui, à la dissection des résultats électoraux et des conséquences politiques des différentes formules, préfère l'examen des processus de réforme et la détermination des conditions de leur succès. Il doit se lire en conjonction avec les travaux de Matthew Shugart aux États-Unis et de notre collègue belge Jean-Benoît Pilet, et constitue une contribution importante.

Louis Massicotte -
Université Laval (Canada),
Département de science politique

Pilet (Jean-Benoît) – *Changer pour gagner ? Les réformes des lois électorales en Belgique.* –

Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007 (Sociologie politique). 262 p. Bibliogr. Annexes.

L'ouvrage de Jean-Benoît Pilet, issu de sa thèse soutenue en 2005 sous la direction de Pascal Delwit, ne s'adresse pas seulement aux politistes belges. Il intéressera vivement les spécialistes des modes de scrutin et plus largement tous ceux qui ne rangent pas les systèmes électoraux parmi les objets de la science politique de grand-papa.

La question des changements de mode de scrutin peut être abordée sous deux angles. Le premier s'intéresse à leurs effets mécaniques et psychologiques, pour reprendre la terminologie en usage forgée par Maurice Duverger. Tout changement de la règle électorale altère, d'une part, le transfert des voix aux sièges (effets mécaniques) : le changement de la formule électorale ou de la magnitude modifie, toutes choses égales par ailleurs, la proportion de sièges servie à chaque parti en lice. Mais changer la règle change le jeu : à terme, le changement de la règle électorale modifie, d'autre part, le comportement des électeurs eux-mêmes (effets psychologiques). Ainsi, l'adoption d'une loi électorale moins permissive (par exemple, une diminution de la magnitude, c'est-à-dire du nombre de sièges distribués dans chaque circonscription) générera une moindre dispersion des votes.

Si plus personne ne conteste aujourd'hui le fait que les modes de scrutin ont des effets propres, il n'en demeure pas moins que les règles électorales ne sont pas « données ». Longtemps, les modes de scrutin demeurèrent étonnamment stables¹ ; longtemps, ils furent d'abord analysés comme un simple reflet de la structure sociale, ou comme le fruit d'un héritage historique. Depuis le début des années 1990, ce constat a vécu. La transition démocratique des pays d'Europe centrale s'est accompagnée d'une forte instabilité de la règle électorale. À la même époque, plusieurs pays d'Amérique latine modifièrent également leur loi électorale, de même que quelques « vieilles » démocraties (Italie, Japon, Nouvelle-Zélande). Le regard de la science politique contemporaine s'est déplacé, pour s'intéresser aux conditions qui favorisent localement un

changement de règle électorale et aux contraintes qui s'exercent sur les acteurs politiques.

En d'autres termes, si le mode de scrutin établit les règles du jeu électorale, il est lui-même un enjeu, et est désormais regardé comme tel. C'est sous ce second angle que Jean-Benoît Pilet s'intéresse aux changements de mode de scrutin, et plus particulièrement à trois réformes ou projets de réforme qui ont agité la Belgique : le retour éventuel au scrutin majoritaire (chapitre 3), l'élection directe du bourgmestre (chapitre 4) et la suppression – ou l'atténuation – de l'effet dévolutif de la case de tête, qui marque l'approbation par l'électeur de l'ordre de constitution de la liste pour laquelle il vote (chapitre 5). Sur des questions qui peuvent sembler techniques, pour ne pas dire arides, le premier mérite de l'auteur est sa clarté et l'utilisation bienvenue de tableaux didactiques. Il réussit ainsi le petit exploit de décrire de manière très simple « l'effet dévolutif de la case de tête », dont la seule mention affole si souvent les migrants.

Après avoir planté le décor dans le chapitre 1, consacré à l'histoire des lois électorales en Belgique, J.-B. Pilet procède dans le chapitre 2 à une vaste et précieuse revue de littérature sur l'analyse des changements de mode de scrutin, qui lui permet d'isoler trois déterminants. Le premier, inspiré de l'analyse des choix rationnels, est « le jeu des intérêts » qui pousserait chaque parti à adopter un point de vue conforme à ses intérêts électoraux immédiats. Elle peut se décliner de la manière suivante : les partis rechercheraient à travers la réforme électorale soit à attirer une plus grande proportion d'électeurs (*vote-seeking*), soit à obtenir un plus grand nombre de sièges pour une proportion de voix donnée (*office-seeking*), soit encore à « créer la configuration politique la plus favorable pour réaliser leur programme » (*policy-seeking*). Le second déterminant, emprunté à Richard Katz, est « l'influence des idées », chaque parti étant porteur d'une vision de la démocratie ou de la représentation. Le troisième déterminant est « l'influence des variables contextuelles », notamment historiques (le legs de la colonisation) ou institutionnelles (la constitutionnalisation du mode de scrutin), qui réduiraient le champ des possibles. Le cadre d'analyse étant posé, l'auteur passe ensuite les trois réformes

1. Andrew Reeve, Alan J. Ware, *Electoral Systems. A Comparative and Theoretical Introduction*, Londres, Routledge, 1992.

ou projets de réforme qu'il a choisis au crible d'un canevas strictement identique : après avoir posé le « cadre légal » du projet de réforme et rendu compte des « débats » qui l'entourent, l'auteur analyse les positions des partis, en pesant au trébuchet les déterminants stratégiques, idéologiques et contextuels précédemment identifiés.

L'analyse menée par J.-B. Pilet met en avant le poids des déterminants d'ordre stratégique, notamment les motivations d'*office-seeking* ou de *policy-seeking*. Mais dans les analyses de type stratégique, c'est moins l'intérêt des acteurs qui importe que la perception qu'ils en ont ou qu'ils s'en font. À cet égard, un des principaux apports de l'ouvrage est de s'appuyer sur 24 entretiens menés avec des personnalités politiques de premier plan, afin d'étudier les « motivations stratégiques subjectives » des acteurs. Ce corpus, sur lequel on aurait toutefois aimé avoir plus d'éléments concernant la manière dont il a été constitué, montre que les hommes politiques sont plus des « paysans » que des « banquiers », pour reprendre la distinction de MacKuen, Erikson et Stimson¹, en ce sens qu'ils « fondent leur croyance [...] en tenant compte des effets des règles électorales dans le passé récent. Ils ne sont pas des «banquiers» qui bâtissent leurs attentes stratégiques en fonction d'anticipations sur le futur [...]. Seuls les acteurs qui s'estiment lésés dans le régime électoral en place [...] agissent en *office-seeker* » (p. 214).

En se fondant sur le cas belge, l'ouvrage fournit une contribution utile à la théorie des changements de mode de scrutin. Seul regret, peut-être, au terme de sa lecture : on aurait aimé que l'auteur tente en conclusion de dépasser son cas d'étude pour discuter, par exemple, la loi micro-mega de Colomer (« *The large prefer the small and the small prefer the large* »)², voire pour proposer un modèle d'analyse susceptible d'être testé empiriquement sur un éventail plus large de cas. À n'en pas douter cependant, son ouvrage, qui repose avant tout sur des données qualitatives, sera lu attentivement par celles ou ceux qui voudraient à l'avenir conduire une étude multi-pays sur le sujet en s'appuyant sur des données quantitatives.

Bernard Dolez -
Université Paris XIII

Herron (Erik S.) - *Elections and Democracy after Communism ? -*

New York, Palgrave Macmillan, 2009.

XVI + 238 p. Bibliogr. Index.

A l'aube du 21^e siècle, les élections jouent un rôle fondamental dans le fonctionnement des systèmes politiques à travers le globe.

Elles sont imposées comme une source incontournable de légitimité démocratique des gouvernants dans presque toutes les entités étatiques ou infra-étatiques, quelle que soit la nature de leurs régimes politiques. La variété de ces derniers est particulièrement riche dans l'espace postsoviétique. Ce sont les processus électoraux de cette région, située en partie en Europe mais surtout en Asie, qui sont étudiés par Erik S. Herron. La ligne directrice de son ouvrage, structuré en dix chapitres, est la question suivante : dans quelle mesure les élections postsoviétiques se conforment-elles ou, au contraire, mettent-elles en cause les enseignements théoriques et les résultats de la recherche existante en matière électorale (p. XIII) ?

Les deux premiers chapitres sont introductifs et consacrés à la définition des termes, la présentation de différentes trajectoires des quinze pays postsoviétiques, entre démocratie et dictature, et à la description des processus électoraux sous la période soviétique. À ce moment-là, l'élection est un rite mobilisateur, progressivement développé et centralisé (à partir de 1937), qui – mis à part la période ultime gorbatchévienne (d'après 1985) – privait les électeurs de choix électoral, tout en les forçant, même si l'obligation de vote n'existait pas, à participer. Pour évaluer les régimes politiques des pays étudiés, E. S. Herron a recours, comme de nombreux chercheurs avant lui, au classement de la Freedom House, avec les avantages (la comparabilité) et les inconvénients (le réductionnisme) qui lui sont associés. L'auteur montre ainsi que les dictatures postsoviétiques les plus dures se trouvent en Asie centrale tandis que les seuls États démocratiques, selon les standards internationaux, sont les pays baltes, le reste de la région flottant entre ces deux pôles.

Les cinq chapitres suivants, qui interrogent l'évolution des systèmes électoraux (chapitre 3) et leur impact sur les systèmes des partis

1. Michael B. MacKuen, Robert S. Erikson, James A. Stimson, « Peasants or Bankers ? The American Electorate and the US Economy », *American Political Science Review*, 86 (3), 1992, p. 597-611.

2. Josep M. Colomer (ed.), *Handbook of Electoral System Choice*, Londres, Palgrave Macmillan, 2004.

(chapitre 4), la participation électorale (chapitre 5), la stabilité des systèmes partisans (chapitre 6) et l'utilisation du référendum (chapitre 7), sont davantage analytiques.

D'une part, ces chapitres montrent que la plupart des processus politiques postsoviétiques obéissent aux mécanismes observés dans d'autres aires géographiques et décrits par la littérature existante en science politique. Si leur validité est parfois remise en cause, cela tient notamment à la nature non démocratique des régimes en question. Des analyses de régressions ainsi que des regards qualitatifs plus détaillés dévoilent que, toutes les autres variables considérées (par exemple le type de système électoral) étant égales par ailleurs, moins le pays est démocratique sur le *continuum* de la Freedom House, moins il y a d'alternatives partisans (p. 57), mais plus la participation électorale est élevée, très probablement à cause de fraudes électorales (p. 73). De même, dans les dictatures, à la différence des démocraties, les référendums, outils politiques fréquemment utilisés dans l'espace postsoviétique, sont pratiquement toujours initiés par les régimes en place et « contrôlés » – les autorités politiques « utilisent l'accès aux médias et aux ressources administratives pour influencer le vote ».

D'autre part, ces chapitres proposent des observations qui sont souvent compatibles avec les résultats d'études portant sur le reste de l'ancien bloc soviétique situé en Europe, suggérant l'existence de tendances communes dans l'ensemble de l'espace postcommuniste. Il s'agit par exemple de la primauté de l'intérêt utilitariste dans l'explication des réformes des systèmes électoraux, de la baisse progressive de la volatilité électorale dans le temps, ou de la propension à aller voter plus élevée chez électeurs âgés que chez les électeurs plus jeunes.

Les trois derniers chapitres sont plutôt descriptifs mais tout aussi éclairants. L'auteur y traite surtout de l'organisation et de l'administration des élections. Il explique que le système de contrôle démocratique repose, d'un côté, sur l'« alarme incendie » (le contrôle centralisé par des institutions, comme les cours et les commissions électorales) et, de l'autre, sur la « patrouille policière » (le contrôle plus diffus par des observateurs électoraux locaux ainsi qu'internationaux). Mais la présence de fraudes dans les résultats électoraux peut être identifiée également grâce à des méthodes statistiques. Le chapitre 9 en

présente plusieurs, dont celle fondée sur la « loi de Benford », qui postule l'inégale fréquence des chiffres dans les données statistiques. Enfin, Herron explique que les périodes électorales sont particulièrement susceptibles de provoquer des mobilisations populaires, surtout dans les régimes semi-libres où la présence de fraudes est plus fréquente que dans les démocraties et où les coûts de la participation à ce type d'action collective sont moins élevés que dans les dictatures pures et dures.

Du point de vue méthodologique, l'approche adoptée par l'auteur combine habilement des méthodes quantitatives, parfois très avancées, et des évaluations qualitatives, ce qui permet à la fois d'arriver à des conclusions générales et d'explorer des cas précis. En conséquence, l'argumentaire proposé gagne en persuasion et le récit séduit. D'autant plus que l'auteur l'illustre avec des expériences personnelles acquises dans le cadre de missions d'observation électorale menées dans la région étudiée. En même temps, l'ampleur du sujet traité conduit l'auteur à passer peut-être un peu vite sur certaines problématiques. Le lecteur a parfois l'impression qu'il était possible d'aller plus loin dans les analyses et les hypothèses forgées. Par exemple, l'importance de l'âge dans la participation électorale (identifiée dans le chapitre 5) est peu surprenante, elle a été constatée dans presque toutes les études existantes sur le vote, que ce soit dans le contexte des démocraties nouvelles ou établies. Il aurait été plus intéressant de faire la part des effets de génération et des effets d'âge, et ainsi, d'explorer l'impact de la socialisation électorale dans un contexte de participation électorale forcée.

De même, à certains moments, l'ouvrage semble manquer de rigueur. Ainsi, bien que E. S. Herron cite Giovanni Sartori, il n'utilise pas sa définition classique du système partisan et se satisfait de l'affirmation selon laquelle il s'agit d'un « assemblage de groupes, libellés comme partis politiques, qui se font la compétition aux élections (p. 81) ». Ensuite, il propose une typologie *ad hoc* des partis politiques existants dans l'espace postsoviétique, distinguant entre « anciens partis communistes », « partis de pouvoir », « partis d'opposition », « partis techniques », « partis compétitifs et institutionnalisés ». La typologie est censée correspondre aux « rôles » des partis dans les différents systèmes politiques mais sa cohérence est pour le moins problématique. De surcroît, dans ses analyses empiriques, E. S. Herron

classe dans le même groupe des « partis de pouvoir » les formations qui soutiennent les présidents autocratiques dans la plupart des pays de l'ancienne URSS et les partis qui sont au pouvoir dans les démocraties baltes, c'est-à-dire deux types de partis dont la raison d'être et le fonctionnement sont très différents. Plus généralement, la décision d'inclure dans les analyses quantitatives des régimes politiques dont la qualité démocratique est extrêmement variable est contestable et, probablement, biaise dans une certaine mesure les résultats, malgré le contrôle des scores par la Freedom House. En fait, ces derniers ne reflètent pas nécessairement à quel point les résultats électoraux sont faussés et, surtout, comment ils ont été faussés...

Il n'empêche que l'auteur a remarquablement réussi à synthétiser les grandes tendances du phénomène électoral dans la région et son ouvrage est à recommander à tous ceux qu'intéresse l'évolution de l'espace postcommuniste.

Filip Kostelka -
Sciences Po Paris, CEE

Myagkov (Mikhail), Ordeshook (Peter C.), Shakin (Dimitri) - *The Forensics of Election Fraud. Russia and Ukraine.*
New York, Cambridge University Press, 2009.
290 p. Bibliogr. Index.

The *Forensics of Election Fraud* propose au lecteur de mener l'enquête sur la régularité des élections à partir d'indicateurs statistiques appliqués aux scrutins nationaux qui ont eu lieu dans les années 2000 en Russie, en Ukraine et aux États-Unis. À partir des résultats officiels, M. Myagkov, P. C. Ordeshook et D. Shakin suivent ainsi la piste de toutes sortes de fraudes, et tout particulièrement des pressions administratives, des bourrages d'urne, des falsifications des résultats du dépouillement. Outre l'intérêt scientifique d'un tel travail, les auteurs revendiquent un objectif politique pratique, celui de se doter d'instruments complémentaires aux activités des missions d'observation électorale pour détecter les fraudes. La simple présence d'observateurs limite les manœuvres dans les bureaux où ils se trouvent, et ces derniers peuvent alors servir à vérifier la régularité statistique des résultats obtenus dans l'ensemble de la circonscription.

La première partie de l'ouvrage présente les outils statistiques de manière purement théorique,

sur la base de cas fictifs. Pour suivre la piste des manœuvres électorales, M. Myagkov, P. C. Ordeshook et D. Shakin construisent trois indicateurs permettant de relever les « empreintes » de la fraude. Le premier de ces indicateurs mesure la relation entre le taux de participation et le score des candidats dans chacun des districts, cantons ou bureaux, le deuxième rend compte de la distribution du taux de participation dans les différents districts, le troisième évalue les transferts de voix d'une élection à l'autre dans chacun des districts. La présence d'anomalies statistiques pour l'un de ces indicateurs constitue un indice pour l'enquêteur. L'absence d'ancrage empirique ainsi que certaines hypothèses (homogénéité des circonscriptions notamment) peuvent surprendre le lecteur. Cependant, la force de cette entrée en matière réside dans la clarté et la qualité pédagogique de la présentation des indicateurs statistiques.

La partie suivante (chapitre 3) propose d'appliquer ces indicateurs à un cas d'école, celui de la Russie. Il ne s'agit pas ici de rechercher des pratiques frauduleuses dans les élections russes des années 2000 mais bien plutôt, tenant la fraude pour une donnée établie, de tester les indicateurs. Et le test s'avère effectivement très concluant, en particulier dans les républiques, davantage que dans les régions (*oblasts*). Outre la mise à l'épreuve des indicateurs, cette partie permet aux auteurs de souligner l'importance de leur mise en contexte et de leur confrontation avec des données qualitatives sur les relations de pouvoir et d'allégeance.

Le cœur de l'enquête se trouve dans la troisième partie (chapitres 4 et 5), qui porte sur les élections ukrainiennes de 2004, 2006 et 2007. Les élections présidentielles de 2004 revêtent un intérêt tout particulier avec l'annulation du 2e tour de novembre et l'organisation d'un nouveau scrutin en décembre. Les auteurs invitent alors à considérer cette succession de votes comme une expérience en laboratoire où ne varient ni le contexte, ni les enjeux, ni le corps électoral, ni les candidats, mais seulement les pratiques de mobilisation des suffrages. Cette proposition peut paraître douteuse tant les invalidations affectent les comportements électoraux. Cependant, les trois indicateurs permettent de relever des indices de fraudes concordants en faveur de V. Yanukovich en novembre. En revanche, le scrutin de décembre donne à voir des écarts statistiques plus limités et marginaux, permettant de faire l'hypothèse de pressions en faveur de l'un ou l'autre des

candidats selon les régions. Les résultats obtenus pour les législatives de 2007 donnent également lieu à des développements particulièrement stimulants sur les stratégies développées par le parti de Yanukovich en faveur de son allié, le parti socialiste ukrainien, pour lui permettre de franchir le seuil des 3 % et ainsi modifier la répartition globale des sièges.

La dernière partie (chapitre 6), de manière inattendue au vu du titre de l'ouvrage, applique les méthodes employées précédemment aux élections présidentielles des États-Unis depuis 1992. L'enjeu de ce chapitre est surtout de mettre les lecteurs en garde contre un usage « inapproprié » des indicateurs. Ces derniers ne permettent de détecter que des manœuvres de grande ampleur et non des déplacements de dizaines ou centaines de suffrages. Mais surtout, les auteurs expliquent comment des indices positifs (hypothèse de fraudes) peuvent résulter d'erreurs d'agrégation (Texas, 2004) ou d'une forte hétérogénéité des unités observées (Ohio, 1992-2004). Aussi s'en remettent-ils à des analyses électorales locales permettant de mettre en évidence des corrélations fines entre variables sociodémographiques et comportements électoraux. Le lecteur gêné par l'hypothèse d'homogénéité des circonscriptions et des électors en début d'ouvrage se réjouit évidemment de la prise en compte de ces variables. Mais il regrette encore que l'hétérogénéité admise pour les États-Unis soit supposée inexistante dans les pays de l'ex-URSS...

L'une des qualités de l'ouvrage est de parvenir à tenir ensemble rigueur méthodologique et souci d'explicitation et de rendre accessible au plus grand nombre les outils statistiques. De surcroît, les auteurs font généralement preuve d'une grande prudence dans l'usage et l'interprétation des données. Ils mettent en garde à plusieurs reprises contre les effets d'agrégation des données et proposent de tester diverses échelles d'observation, de distinguer les districts en fonction des résultats ou des zones rurales et urbaines. Les indices qui amènent à formuler l'hypothèse de manœuvres électorales sont systématiquement questionnés et mis en comparaison avec d'autres données. Les auteurs s'attachent encore à fournir des éléments de contexte qui peuvent éclairer les résultats, invitant ainsi à compléter leur approche statistique par d'autres données quantitatives et une approche qualitative.

Si l'on peut regretter un ton parfois très normatif sur les vertus démocratiques des différents

pays et émettre quelques réserves sur certaines hypothèses, nécessaires à l'élaboration d'un modèle, l'ouvrage constitue tout à la fois une remarquable démonstration de rigueur méthodologique dans l'élaboration d'indicateurs statistiques et un apport significatif et original pour l'étude des pratiques frauduleuses. On ne peut que souhaiter, et l'ouvrage ne manque pas d'en donner l'envie, que les indicateurs proposés soient de nouveau testés, retravaillés et affinés sur d'autres terrains et d'autres périodes.

Nathalie Dompnier -

Université Lumière-Lyon 2, Triangle

Dickason (Renée), Haigron (David), Rivière-de-Franco (Karine), dir. - *Stratégies et campagnes électorales en Grande-Bretagne et aux États-Unis.* - Paris, L'Harmattan, 2009 (Psychologie politique). 206 p.

Il s'agit là d'un ouvrage qui fait suite à *Image et communication politique. La Grande-Bretagne depuis 1980*, paru chez L'Harmattan en 2007. Cette étude se veut comparative et diachronique, et concerne exclusivement l'aire anglo-saxonne. Deux textes sur dix sont rédigés en anglais, celui qui concerne le vote des jeunes et celui qui traite de la justification de l'engagement militaire en Irak par Bush et Blair.

L'émergence de traits communs aux stratégies de communication électorale des deux côtés de l'Atlantique se traduit par des tendances à l'uniformisation telles que la présidentialisation, la personnalisation, la professionnalisation et la globalisation. Néanmoins, des spécificités nationales caractérisent la résistance du modèle britannique : la spécificité marquée par le choix de la date du scrutin ou la préservation de l'identité nationale des spots télévisés britanniques. Outre cette première ligne de clivage dans les contributions, on peut constater un second critère de distinction qui apparaît comme plus fondamental. Il concerne les dimensions plus proprement politiques par opposition aux facteurs plus communicationnels des pratiques examinées. Bien évidemment, les aspects politiques des campagnes électorales créent ou renforcent les singularités de chacun des deux systèmes de communication politique, alors que les facteurs communicationnels vont plutôt dans le sens de l'uniformisation. Mais ceci n'est qu'une tendance. Ainsi, la « clintonisation » du parti travailliste est aussi une marque de la personnalisation du pouvoir en Grande-Bretagne.

L'américanisation ne concerne donc pas seulement les pratiques de communication, comme le montre également la proximité idéologique des New Democrats de Clinton et du New Labour de Blair. On ne peut conclure à une transposition pure et simple d'un modèle mais bien à un transfert dans les deux sens, notamment autour de l'expérience Thatcher. Il convient donc de parler plutôt de « généralisation des pratiques et de convergence des idéologies » (p. 84).

Trois études strictement comparatives sont assorties de trois études à caractère strictement national. Ainsi sont examinées la mobilisation des électrices et l'instrumentalisation de la différence dans les campagnes de 2004 et 2005 en Grande-Bretagne et aux États-Unis, le vote des jeunes et la communication électorale britannique et américaine de 2005 à 2008, ou bien encore la justification de la guerre d'Irak par G. W. Bush et T. Blair. L'hypothèse d'un « *gender gap* » paraît résistible, notamment par rapport au facteur ethno-racial, et davantage recouvrir les tentatives de promotion des organisations féministes américaines et britanniques. Le déclin du vote des jeunes (chapitre écrit en anglais) est aussi important en Grande-Bretagne en 2005 qu'à l'élection présidentielle aux USA en 1996. Cette situation peut être inversée grâce à l'utilisation de techniques de communication, comme l'a montré la campagne de Barack Obama en 2008. L'analyse de la justification de la guerre en Irak par Bush et Blair consiste essentiellement en une approche rhétorique assortie d'une brève analyse des réactions de l'opinion publique. Au titre des études à caractère national, on compte l'analyse des supports visuels du Parti libéral britannique de 1945 à 1959, la campagne des primaires présidentielles démocrates de 2008, essentiellement considérée dans la tension entre le local et la national, ainsi qu'un texte s'interrogeant sur la fin du progressisme aux États-Unis. Le complexe militaro-industriel, le multiculturalisme et le néo-libéralisme se présentent comme les principaux obstacles successifs au progressisme dont les contradictions internes n'ont pas disparu. Malgré son universalisme, la rhétorique d'Obama n'a pas restauré le progressisme, comme le montre son anti-terrorisme et son désir d'assurer l'hégémonie

américaine. Une conclusion pessimiste clôturera la réflexion : « Avec l'ère de la télévision, de l'Internet et de l'hyperconsommation individualiste, les valeurs collectives de partage, la justice sociale et l'égalité paraissent désuètes ».

Au total, cet ouvrage collectif souffre évidemment d'un manque de ligne d'intégration, comme c'est souvent le cas dans ce type de production scientifique. Il présente cependant une utilité certaine par les éclairages particuliers qu'il apporte sur les problèmes évoqués et par la littérature de référence qui est abondante et bienvenue sur la question si vaste et polémique aujourd'hui de la communication politique dans deux pays où elle a spécialement explosé.

Jacques Gerstlé -

Université Paris I-Panthéon Sorbonne, CESSP

Bruter (Michael), Harrison (Sarah) - *The Future of our Democracies. Young Party Members in Europe.* -

Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009. 250 p.

L'ouvrage de Michael Bruter et Sarah Harrison rend compte d'une imposante recherche de terrain menée dans six pays européens auprès de jeunes adhérents de partis politiques. À travers cette recherche, les auteurs souhaitent répondre à deux types de questionnements. Dans un contexte où les jeunes européens apparaissent dans l'ensemble beaucoup plus en retrait que leurs aînés des canaux de participation politique traditionnels – l'engagement partisan et le vote – il s'agit de s'interroger sur les motivations de ces jeunes membres de partis politiques, sur ce qui les différencie des autres individus de leur âge. Dans la mesure où ces jeunes apparaissent potentiellement comme les futurs *leaders* partisans de demain, il s'agit également de comprendre qui ils sont, de quelles valeurs et aspirations ils sont porteurs pour l'avenir des démocraties européennes. Pour y répondre les auteurs s'appuient sur une enquête par questionnaire menée auprès de 3 000 individus membres des mouvements de jeunesse de partis politiques¹ et 519 entretiens approfondis avec certains de ces jeunes². Cette enquête couvre assez largement le

1. Enquête administrée par Internet.

2. Plus précisément, l'enquête porte sur des jeunes militants du SPD, de la CDU et du FDP en Allemagne, du PSOE et du PP en Espagne, du parti conservateur Høyre en Norvège, du MSZP et de la Fidesz en Hongrie, du Labour Party, des Liberal-Democrats et du British National Party au Royaume-Uni et du Parti socialiste, du Parti communiste, des Verts et du Front national en France.

spectre partisan au sein des pays européens, des communistes à l'extrême droite en passant par les socialistes, les libéraux et les conservateurs.

Dans un style clair et imagé, M. Bruter et S. Harrison nous proposent de nous embarquer pour un voyage dans le monde des jeunes militants en sept étapes : Qu'est ce qui pousse un jeune à rejoindre un parti politique (chapitre 2) ? Quand et comment a-t-il rejoint le parti ? Qui l'a influencé (chapitre 3) ? Quelles sont ses activités partisans au jour le jour (chapitre 4) ? Comment son appartenance partisane a-t-elle changé sa vie (chapitre 5) ? Comment le jeune militant considère-t-il l'organisation de son parti en interne (chapitre 6) ? Comment perçoit-il le système politique de son pays et comment souhaite-t-il changer la politique (chapitre 7) ? Et enfin comment le jeune imagine-t-il son militantisme dans le futur (chapitre 8) ? Cette figure du voyage permet de rendre compte de l'engagement partisan de ces jeunes de manière assez extensive et avec une grande efficacité.

L'approche choisie, clairement hypothético-déductive, participe également de cette efficacité de l'ouvrage. Dès le chapitre introductif (p. 13), les auteurs indiquent qu'ils se proposent de différencier trois groupes de jeunes militants, ceux qui se perçoivent comme les *leaders* politiques de demain (« *the professional-minded members* »), ceux qui souhaitent prioritairement être des militants de terrain pour défendre une certaine vision de la société (« *the moral-minded members* ») et ceux pour qui l'engagement partisan est synonyme avant tout d'appartenance à un groupe social (« *the social-minded members* »). À partir de ce modèle, ils élaborent dans le chapitre suivant douze hypothèses (p. 25-26). La classification en trois groupes et les douze hypothèses qui en découlent apparaissent toutes confortées, au moins en partie, par les données empiriques. Les jeunes militants déclarent en effet s'engager poussés par trois sortes de motivations : morales pour 40 % d'entre eux, sociales pour 34 % et professionnelles pour les 26 % restants. Selon ce qui les incite à s'engager, les activités militantes qu'ils pratiquent varient. Les premiers (« *moral-minded* ») chercheraient avant tout à convaincre en intervenant dans différentes sortes de forums et participeraient davantage à des manifestations. Les derniers (« *professional-minded* ») seraient

plus engagés dans les débats en interne, dans la distribution de tracts et la pose d'affiches. Les seconds (« *social-minded* ») se montreraient, quel que soit le type d'activités, moins actifs que les autres. Les premiers s'afficheraient du point de vue idéologique les plus radicaux et les plus critiques quant à l'organisation interne du parti. Les derniers se montreraient moins polarisés et plus en défense du mode de fonctionnement interne au parti. Le cadre d'analyse proposé se révèle donc d'une grande efficacité mais peut parfois donner l'impression d'une analyse un peu verrouillée, ce que reflète le statut des données qualitatives.

Si l'approche quantitative est clairement présentée (taux de réponse, questionnaire en annexe), il n'en est en effet pas de même de l'approche qualitative. Pourquoi avoir interrogé 519 individus, un échantillon très important pour une enquête qualitative ? Dans un plan d'échantillonnage qualitatif, ce qui est recherché, c'est la diversité des attitudes et des représentations sociales par rapport à la thématique de l'enquête. Est-ce bien le cas ici ? Les auteurs ne l'indiquent pas. Concernant le mode de recueil de ces données qualitatives, les auteurs précisent que les enquêteurs ont pris des notes pendant les entretiens, notamment « une somme pré-établie de *verbatim* pris en note »¹, ce qui laisserait entendre que l'enquête qualitative vise avant tout à illustrer les résultats de l'enquête quantitative. Ce n'est cependant pas ainsi qu'elle est justifiée au début de l'ouvrage. Il est dommage que la façon dont l'enquête qualitative est abordée ne permette pas pleinement aux vertus exploratoires de ce type d'enquête de s'exprimer.

D'autant que, lorsque les auteurs oublient leur cadre analytique de départ pour prendre les chemins de traverse de l'analyse des données qualitatives, l'ouvrage se montre passionnant. Le chapitre 4 en particulier, à travers la description de l'extraordinaire diversité des activités partisans des jeunes membres – du collage d'affiche aux expéditions nocturnes contre les jeunes militants d'autres partis, de la conduite de débats en interne à la présence aux *meetings* pour « faire masse », des travaux de manœuvre aux tâches administratives, des responsabilités en interne aux fonctions électives – met bien en évidence à quel point ils peuvent être la cheville ouvrière de leur partis, mais également comment, pour certains militants particulièrement actifs, l'appartenance au parti est

1. « *A pre-established amount of verbatim notes* » (p. 30).

une formation en elle-même et peut conduire dès le plus jeune âge à une forme de professionnalisation politique. L'importance du registre des émotions dans la manière dont les individus rendent compte de la manière dont ils se projettent dans leur futur de militants et de *leaders* (p. 219 notamment) offre également une clef de lecture particulièrement stimulante pour comprendre cette volonté de professionnalisation de la part de près d'un quart des jeunes militants.

Au-delà du statut parfois trop restrictif accordé aux données qualitatives dans l'analyse, la lecture de l'ouvrage peut également susciter quelques regrets. Si celui-ci se positionne très clairement par rapport à la littérature existante au départ et si les cadres théoriques sont explicités lorsque nécessaire dans le cours de l'ouvrage, une exposition plus tardive des résultats obtenus auprès des jeunes militants en parallèle de ceux relatifs aux militants plus âgés aurait permis de mettre encore plus en évidence les apports spécifiques de cette recherche dans le champ d'études du militantisme. Une présentation plus précise de ce que les auteurs entendent par « jeunes » militants (certains ont quinze ans, d'autres visiblement près de 35 ans¹), des structures dans lesquelles ils militent et des modalités d'adhésion aurait également permis de contextualiser davantage le discours de ces enquêtés.

Au final cependant, cette recherche, par l'intérêt de la typologie qu'elle propose mais également par la richesse des questionnements qu'elle suscite, apparaît clairement comme une invitation à poursuivre ce type de travaux. Il serait notamment intéressant de mettre en relation les résultats de cette étude avec une approche sociographique des *leaders* politiques portant notamment sur la genèse de leur engagement. En outre, à travers les six pays et les quinze partis étudiés, cet ouvrage offre avant tout une typologie du jeune militant, quel que soit le régime politique et le parti concerné. Quelques résultats laissent cependant envisager que la typologie proposée se décline différemment selon l'idéologie et les valeurs portées par le parti auquel le jeune adhère et selon le régime politique au sein duquel son militantisme se développe. Autant de points de départ pour de futures recherches...

Céline Belot -

Institut d'études politiques de Grenoble, PACTE

Bargel (Lucie) - Jeunes socialistes, jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique. -

Paris, Dalloz, 2010 (Nouvelle bibliothèque de thèses).

766 p.

L'ouvrage de Lucie Bargel, issu directement d'une thèse parfaitement maîtrisée, relève d'abord de l'étude de la socialisation politique secondaire puisqu'elle observe l'apprentissage en train de se faire dans ces groupes d'affinités que constituent les groupements politiques. Il participe également de l'analyse des partis politiques en se focalisant sur deux organisations de jeunesse, les Jeunes populaires (JP) et les Jeunes socialistes (MJS), donc sur des jeunes partisans d'organisations centrales peu étudiées. Le troisième domaine investi est celui de la sociologie du militantisme, mais l'approche est ici moins centrée sur les motifs de l'engagement que sur les logiques de professionnalisation contenues dans les carrières militantes, surtout quand elles se développent aux marges de ces partis dominants.

C'est en effet l'approche interactionniste et l'opérationnalisation convaincante de la notion de « carrière » qui permet d'éclairer ces processus de socialisation et de professionnalisation à travers le caractère progressivement pensable de certaines activités et la transformation des individus au cours des séquences successives que sont « la formation au goût », « le ralliement à un sous-groupe » et « l'étiquetage en tant que déviant de la part de l'entourage ». Le travail empirique, d'une très grande richesse, combine une variété de méthodes qualitatives (observations, entretiens, archives) et quantitatives (questionnaires administrés aux cours des congrès du MJS et aux universités d'été des JP, analyse des trajectoires). Cela permet de saisir les spécificités temporelles et spatiales et de faire dialoguer le « situationnel » et le « structurel ».

La comparaison, même si elle est visiblement et explicitement asymétrique (le terrain socialiste étant plus « travaillé » que celui des JP), permet de saisir l'importance des relations avec « l'organisation mère » et les effets de conjoncture. Elle permet en effet de mettre en lumière les conséquences liées à l'inégale dépendance du MJS et des JP à l'égard respectivement du PS et de l'UMP, et le poids des règles régulant l'économie générale des postes (effet de la limite d'âge sur le

1. Un militant déclare qu'il a adhéré au MJS à 15 ans lors des manifestations contre le projet Devaquet, soit en 1986. Il a donc plus de 30 ans au moment de l'enquête (p. 54).

renouvellement, place de l'élection dans l'attribution des postes, etc.). Ces paramètres institutionnels façonnent des cultures sensiblement différentes où la subordination à ce qu'ils désignent parfois comme les « adultes » apparaît comme un trait saillant des JP, alors que les MJS cultivent une forme de mimétisme concurrentiel avec leurs aînés. Mais ces paramètres d'ordre institutionnel n'épuisent pas l'explication puisque les conjonctures conduisent à valoriser certains profils plutôt que d'autres, en particulier s'agissant de la dimension genrée. Ainsi, la présence du PS au gouvernement a provoqué un besoin de compétences politiques professionnelles profitant aux jeunes femmes très diplômées, alors même que les conjonctures d'opposition et spécifiquement de mobilisation sociale contribuent à imposer des normes de virilité militante.

Reste enfin à souligner que ce sont les structures parisiennes des deux organisations partisans de jeunesse qui ont été étudiées et que la spécificité du terrain parisien mériterait probablement d'être plus éclairée. Les étapes de la carrière militante au sein de ces organisations ne sont-elles pas liées à un rapport au pouvoir et à la professionnalisation qui diffère des motivations militantes des JP et des MJS en région ? En outre, c'est l'homogénéité sociale des militants dans les organisations de jeunesse des partis qui peut être questionnée dès lors que l'on élargit la focale au-delà des structures parisiennes, comme en témoigne le « décalage social et culturel » (p. 398) éprouvé par Martin au début de son engagement en Picardie.

Plus généralement, l'enquête ethnographique conduit à souligner avec une grande finesse l'importance de la socialisation qualifiée, selon les formules, d'informelle, de latente ou d'implicite. Même si le lien n'est jamais explicitement établi, on est amené, au fil de la lecture, à rapporter la souplesse des dispositifs et mécanismes de socialisation observés au fait, d'une part, que les organisations partisans étudiées sont qualifiées « d'institutions ouvertes » (ou parfois faibles), et d'autre part, que le métier politique – selon la formule de Jacques Lagroye plusieurs fois citée – s'apparenterait à un « métier qui ne s'apprend pas ». Pour autant, au regard des observations faites par l'auteure, on peut s'interroger sur cette grille d'analyse. Si la socialisation mise en œuvre dans ces organisations de jeunesse relève le plus souvent de l'informel, doit-on la qualifier d'implicite tant le souci de recruter et de former les jeunes militants est explicité par les protagonistes ? De

même, l'importance de l'endogamie organisationnelle et des réseaux d'interconnaissances amicaux et familiaux dans ces organisations invite à interroger le degré d'ouverture de ces institutions. C'est enfin le nombre d'étudiants inscrits dans des filières bien spécifiques (humanités et sciences sociales, Sciences Po, écoles de commerce), parmi ces jeunes partisans, qui interroge le postulat selon lequel le métier politique ne s'apprendrait pas.

On l'aura compris, cet ouvrage très riche empiriquement est également théoriquement stimulant.

Florence Haegel et Manon Réguer-Petit -
Sciences Po Paris, CEE

Muxel (Anne) - *Avoir 20 ans en politique. Les enfants du désenchantement.*
Paris, Seuil, 2010. 240 p. Bibliogr. Annexes.

Depuis 25 ans, Anne Muxel a souvent eu à répondre aux interrogations que soulèvent régulièrement dans la société française les marques de l'apolitisme ou, plus ponctuellement, les mobilisations collectives des jeunes : la jeunesse d'aujourd'hui est-elle dépolitisée ? Comment aborder cette question sans garder à l'esprit les réserves sur la nature de ces concepts, sur la difficulté des comparaisons, sur la normativité des jugements sur ces questions et, ultimement, sur notre compréhension même des processus de socialisation politique ? Dans ce nouvel ouvrage, A. Muxel y parvient en décomposant le sujet en dix questions simples auxquelles elle apporte des réponses à l'aide des données les plus actuelles, mais aussi en posant les bases d'une véritable approche théorique des liens entre jeunesse et politique. Sa démarche est ainsi fort pédagogique pour ceux qui s'initient au sujet, tout en constituant, pour les politologues et les sociologues spécialistes du domaine, une synthèse précieuse.

Tous les grands thèmes y sont abordés. Rappelant que les 18-25 ans – voire les 18-30 ans – constituent d'abord et avant tout une *classe d'âge* et non une « classe sociale », elle cherche plus largement à replacer les attitudes et les comportements politiques de ces jeunes dans le contexte général de notre société politique actuelle. Dans son esprit, l'engagement des nouvelles générations et plus largement leur rapport à la politique résultent de la « tension », de la « négociation » entre la part de l'héritage (la culture politique au sein

de laquelle ils s'insèrent) et la part de l'expérimentation (les conditions propres à la conjoncture politique). Selon les époques, ces parts seront différentes, plus traditionnelles ou plus innovatrices. Aujourd'hui, les jeunes se socialisent nettement dans un contexte de « désenchantement politique », comme le rappelle le sous-titre de l'ouvrage. Insister sur la dépolitisation présumée de la jeunesse, c'est aussi là une façon de renvoyer aux propres désillusions et au cynisme des adultes.

Car il ne faut pas s'y tromper. Lorsque l'on regarde les statistiques, l'intérêt politique des jeunes n'est pas toujours plus faible que celui de la population en général. Le niveau d'intérêt est souvent le même, tout comme le très faible engagement dans les organisations. La véritable différence s'observe, d'une part, au niveau de la participation électorale, toujours plus faible (souvent plus de 10 points d'écart – pour de nombreuses raisons, les usages du vote se sont modifiés, sa valeur aussi), et d'autre part, au niveau des mobilisations collectives non conventionnelles, souvent plus fortes (elles deviennent même, on l'observe régulièrement, une sorte de rituel de socialisation). Encore que des nuances s'imposent ici. Nous le savons en parlant du rapport à la politique : il faut toujours distinguer entre la mesure du simple « intérêt » auprès du plus grand nombre et l'engagement actif qui reste très minoritaire (c'est d'ailleurs en gardant cette réserve en tête que les engagements des générations passées peuvent souvent être nuancés).

En mettant en évidence la pluralité des jeunes (qui ne se rejoignent peut-être, finalement, que dans le rejet d'une certaine forme de politique, dans une idéologie fondée sur la « morale humanitaire » et « l'efficacité gestionnaire », dans une vision « post-politique » modeste mais « non dénuée d'exigence morale », p. 123), la présentation des données d'enquêtes va de pair avec une réflexion sur la nature des processus de socialisation politique. S'il est acquis depuis les débuts des travaux pionniers sur la question que la famille joue un rôle dans la socialisation des héritiers, A. Muxel évite toujours d'y voir une impression marquante et définitive, rappelant bien la diversité des trajectoires. On décèle dans cette approche la pratique des enquêtes de terrain qui, sans négliger l'utilisation des statistiques, permettent de nuancer les approches trop globalisantes. Lorsque l'on parle de la « jeunesse », il faut toujours mobiliser différents modes de lecture.

Au fil des questions d'apparence « simple » posées dans l'ouvrage (les effets politiques de la crise chez les jeunes, les différences entre les jeunes Français et les autres jeunes d'Europe, les jeunes et les phénomènes protestataires), les réponses, plus complexes, permettent donc d'aborder une série de dimensions plus précises. Ainsi, lorsqu'elle se demande si les « écrans » ont un impact sur le rapport des jeunes à la politique (au 21^e siècle, on ne peut plus parler seulement de la télévision, même si elle demeure le principal canal par lequel les jeunes d'aujourd'hui entrent en contact avec la politique – avec toutes les conséquences que ce médium impose), A. Muxel relève que l'usage des nouveaux médias est surtout le fait des plus âgés et des plus politisés. Lorsqu'elle se demande si les jeunes sont plus abstentionnistes, elle en profite aussi pour s'interroger sur l'idée d'abaisser le droit de vote à 16 ans, ce qui peut surprendre dans un contexte où ni les jeunes ni les adultes ne réclament une telle mesure. Celle-ci doit cependant être comprise comme un outil parmi d'autres pour favoriser l'apprentissage politique des plus jeunes : obliger à s'informer plus tôt, souvent dans le cadre scolaire, apprendre à prendre parti, voilà des moyens permettant d'aller dans le sens d'un approfondissement de la culture démocratique.

Le lecteur, au fil de l'ouvrage, trouvera donc des réponses claires, mais surtout des réponses *nuancées*. Car s'il est facile de dresser un portrait de la jeunesse, ce sont aussi – et peut-être surtout dirions-nous – « [l]es minorités qui interrogent ». L'analyste est toujours confronté à cette réalité en étudiant la jeunesse. C'est dans ces nuances que l'on peut dire si les jeunes d'aujourd'hui sont dépolitisés ou non. Finalement, l'ouvrage se termine par les principales références bibliographiques francophones sur la question, de même qu'une annexe statistique regroupant des données françaises récentes.

Comme le rappelle A. Muxel, on peut confronter les générations en regardant ce qui les sépare, mais aussi en regardant ce qui les rassemble. Les marques de défiance face à la politique, d'intermittence du vote et de protestation sont en fait le propre de l'héritage politique actuel. La continuité est bien présente, selon l'auteure.

Un jour, toutefois, on peut croire que les jeunes engagés expérimenteront différemment la politique. Car pour que la politique change, il

faudra bien que ce changement vienne des nouvelles générations.

Bernard Fournier -

Université de Liège, Département de science politique

Kedar (Orit) - *Voting for Policy, not Parties. How Voters Compensate for Power Sharing.* -

New York, Cambridge University Press, 2009.

224 p. Bibliogr. Index.

L'analyse des comportements de vote a été longtemps dominée par le paradigme de Michigan, plaçant l'identification de long terme à un parti au centre de l'explication. À l'inverse, les tenants du choix rationnel, suivant Anthony Downs, ont fait des préférences sur les politiques publiques promises par les candidats et les partis l'élément de référence de la décision de vote. Cette école d'analyse « spatiale » a fait de la proximité des positions entre partis et électeurs le critère déterminant du choix. Comme l'indique le titre de son ouvrage, c'est dans cette lignée qu'Orit Kedar s'inscrit. Sa contribution principale est alors d'intégrer à l'explication du choix l'analyse de la prise de décision publique. L'auteur soutient en effet que si les électeurs se déterminent, au moins pour partie, en fonction de leurs préférences sur les politiques publiques, leur attention est principalement guidée par leurs attentes sur les politiques publiques effectivement mises en œuvre une fois le sort de l'élection décidé. En d'autres termes, la thèse de ce livre est que les électeurs ont intégré la logique de formation des coalitions, pour les régimes parlementaires, de coexistence de pouvoirs autonomes, pour les régimes présidentiels, ou d'un système de décision multiniveaux, pour les fédérations. Cela explique pourquoi il existe de nombreux exemples où des électeurs soutiennent des partis aux positions plus extrémistes qu'eux. Ce n'est pas en raison d'une logique directionnelle ou d'une logique expressive du vote, c'est parce que cette stratégie permet un déplacement effectif du vote une fois le gouvernement formé.

Plus précisément, O. Kedar propose un modèle de décision électorale suivant un principe de maximisation de l'utilité de voter pour chacun des candidats en lice. Cette utilité est liée d'une part à la distance entre position de chacun des

candidats et position de l'électeur (plus cette distance est petite, plus l'utilité est grande). D'autre part, l'utilité est également définie par la comparaison entre les politiques publiques dont l'électeur s'attend à ce qu'elles soient mises en œuvre après l'élection et les politiques publiques « contre-factuelles », c'est-à-dire les politiques publiques possiblement modifiées par le soutien de l'électeur au parti évalué. Si ces politiques publiques contre-factuelles sont plus proches des préférences de l'électeur, l'utilité du vote pour ce parti augmente évidemment. Le travail empirique entrepris est alors de mesurer le poids respectif de ces deux composantes dans les fonctions de vote suivant le contexte institutionnel. En termes substantiel, il s'agit de déterminer le poids relatif des logiques de représentation (logique de proximité) et de compensation (logique d'évaluation des politiques contre-factuelles) dans les décisions de vote.

L'analyse empirique est menée dans quatorze démocraties occidentales, à partir de données de sondages post-électorales. Elle est réalisée par une méthode de régression logistique multinomiale. Les principaux résultats en sont la preuve de l'existence d'une logique de compensation dans les décisions de vote dans l'ensemble des pays analysés. Si la logique de proximité est prédominante, elle l'est d'autant plus que la logique du mode de scrutin est majoritaire. C'est ainsi au Royaume-Uni et au Canada qu'elle est la plus forte. C'est à l'inverse en Belgique, aux Pays-Bas ou encore en Suède que la logique de compensation est au moins aussi prégnante que la logique de proximité.

L'ouvrage d'O. Kedar représente ainsi une véritable contribution à la théorie spatiale du vote. En prenant en compte le contexte institutionnel dans lequel se déploient les comportements électoraux, cet ouvrage rend non seulement plus réaliste ce type d'approche mais permet également de nuancer l'hypothèse d'un électeur apathique et incompetent. Elle confirme ainsi les résultats d'autres études sur la capacité des électeurs à anticiper l'effet des coalitions gouvernementales¹ ou celui du *divided government*. Les processus cognitifs menant à ce type de calcul sont néanmoins encore inexplorés dans cet ouvrage. Il reste probable qu'ils prennent la forme d'heuristiques

1. Cf. André Blais, John Aldrich, Indridi Indridason, Renan Levine, « Do Voters Care About Government Coalitions ? », *Party Politics*, 12, 2006, p. 691-705.

développées dans un contexte institutionnel donné ; un changement de mode de scrutin ou une modification des logiques de formation des coalitions gouvernementales pourraient ainsi représenter une expérience naturelle intéressante pour juger de la stabilité ou de l'adaptabilité de ces modes de formation du jugement.

Nicolas Sauger -
Sciences Po Paris, CEE

Soroka (Stuart N.), Wlezien (Christopher) - *Degrees of Democracy. Politics, Public Opinion, and Policy.* -
New York, Cambridge University Press, 2010.
242 p. Annexe. Bibliogr. Index.

D*egrees of Democracy* est un livre ambitieux, et plus important encore, c'est un livre qui répond à ses ambitions. Il ne s'agit pas moins ici de résoudre une des questions récurrentes de notre discipline depuis la théorie fonctionnaliste d'Easton : la démocratie représente-t-elle bien la volonté des représentés ? Les auteurs répondent par l'affirmative, en dépit de théories postulant la coupure entre représentants et représentés et la montée de la défiance parmi les citoyens, ou encore de travaux soulignant les inégalités de représentation entre les riches et les pauvres. Pour ce faire, ils se fondent sur trois cas empiriques (les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni) au sein desquels ils explorent deux connections essentielles : la *public responsiveness* (la capacité des électeurs à actualiser leurs préférences en fonction des décisions des responsables politiques) et la *policy representation* (la capacité des responsables politiques à tenir compte dans leurs décisions des évolutions du public). En cela, ce travail se situe à l'articulation entre *policy* et *politics*.

Leur modèle théorique s'inscrit dans deux courants de recherche initiés dans les années 1990 : d'une part, l'analyse macro de l'opinion publique¹, et d'autre part, la littérature autour de la *politics of attention*, en particulier celle qui s'appuie sur les budgets consacrés aux différents secteurs de politiques publiques². Leurs attendus théoriques postulent que les électeurs se

comportent conformément au modèle thermostatique de Christopher Wlezien³, c'est-à-dire qu'ils réagiront de façon contraire à la politique proposée par les responsables politiques (*negative feedback*) : par exemple, plus le parlement accordera de crédits à la défense, moins les électeurs soutiendront cette politique, et inversement. Mais cette relation est soumise à des contraintes de deux ordres. La réactivité du public dépend d'abord de la saillance de l'enjeu de politique publique concerné. Ainsi, l'électorat sera d'autant plus réactif que le domaine politique leur tient à cœur. Pour un enjeu mineur en revanche, comme les transports ou l'aide extérieure, les évolutions des politiques publiques pèseront moins dans les préférences des citoyens. La sensibilité du public dépend ensuite de la division verticale du pouvoir. Ainsi, alors que les électeurs seront plus réactifs dans le cadre d'un état centralisé, une architecture politique fédérale, au sein de laquelle les décisions peuvent être prises à plusieurs niveaux, rendra le signal plus difficile à percevoir pour les citoyens.

Du côté des responsables politiques, le modèle suppose que les décideurs politiques tendent à s'adapter aux évolutions de l'opinion, ne serait-ce que dans un but de réélection. Ici, les auteurs envisagent cependant que la *policy representation* entrera en interaction d'abord avec des facteurs partisans mais également avec la configuration institutionnelle. Ainsi, un système *madisonien* d'équilibre entre le législatif et l'exécutif sera plus réactif qu'un système purement parlementaire, davantage caractérisé par un cabinet dominant les membres du parlement.

On ne peut que souligner l'énorme travail de recherche et de standardisation des données de sondage (versant 1 du modèle théorique) et de budget (versant 2). Pour le cas américain, les auteurs mobilisent près de 35 années de données d'opinion quasi annuelles sur 9 domaines de politiques publiques (aide extérieure, espace, défense, crime, environnement, développement urbain, éducation, santé et *welfare*). Bien que moins documentés, les cas canadien et anglais couvrent tout de même au moins deux décennies et respectivement 4 et 6 domaines de politiques publiques. Les

1. Benjamin Page, Robert Shapiro, *The Rational Public. Fifty Years of Trends in Americans' Policy Preferences*, Chicago, University of Chicago Press, 1992 ; James A. Stimson, *Tides of Consent. How Public Opinion Shapes American Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

2. Bryan Jones, Frank Baumgartner, *Politics of Attention. How Government Prioritizes Problems*, Chicago, University of Chicago Press, 2005.

3. Christopher Wlezien, « The Public as Thermostat : Dynamics of Preferences for Spending », *American Journal of Political Science*, 39, 1995, p. 981-1000.

auteurs allient aux données d'opinion un double travail sur les budgets par rubriques, à la fois en termes de dotations et de réalisations. Ils distinguent en outre budgets fédéraux et locaux quand il y a lieu. D'un point de vue empirique, la démonstration est donc plus que solide, y compris quand elle tient compte des inégalités (de revenu, de niveau d'éducation entendu comme une variable approximante du niveau de compétence politique, ou encore d'alignement partisan) qui divisent les électorats nationaux. Il ressort de cette dernière analyse que la *public responsiveness* n'est pas qu'affaire d'élites surinformées et composées de « citoyens sophistiqués ». Elle se retrouve également parmi les citoyens ordinaires, dont on sait combien ils sont généralement éloignés du politique. Les auteurs concluent sur ce point en parlant de « publics parallèles », résultat que l'on retrouve ailleurs et qui continuera de nous interroger entre ce que nous savons de l'irrationalité au niveau individuel et de cette rationalité au niveau agrégé.

Face à cette recherche d'excellence, plusieurs questions se posent cependant, qui constituent autant de possibles pistes de recherche. D'abord, si on ne peut contester l'existence et la rapidité de la réactivité du public (les auteurs réussissent à l'évaluer à quelques mois à peine), on aimerait mieux comprendre les mécanismes qui l'animent au niveau micropolitique. La même critique peut également être appliquée à la *policy representation* : dans un univers politique saturé d'informations mais aussi de pressions de part et d'autre, comment les responsables politiques sont-ils en mesure de détecter « la volonté du peuple » ?

Le diagnostic des auteurs tient aussi à une analyse de long terme. Autrement dit, en moyenne, sur une période relativement longue, les demandes d'en bas sont prises en compte par les responsables d'en haut. Cependant, la lecture des graphiques représentant les évolutions des dépenses et des préférences en matières sociales et de défense (p. 90 et p. 128) montre aussi des périodes de déconnection entre les deux courbes. Ces périodes mériteraient l'attention puisqu'elles s'étendent sur plusieurs années (soit presque un mandat présidentiel). Ici, des études de cas pourraient s'avérer intéressantes pour mieux comprendre ces moments de friction et leur résolution.

Enfin, les auteurs ont finalement une approche de la *policy representation* graduelle (cela étant dû à la nature même de leurs variables de politiques publiques). Or, les activités politiques peuvent aussi être de nature discrète, en termes de priorisation des domaines et programmes d'action, voire en termes de lois. Ainsi, soit on abolit soit on rétablit la peine de mort, or dans ce genre d'*outputs* politiques, la relation avec la « volonté du peuple » risque d'être beaucoup moins fluide. La question de l'attention mais aussi le contenu des lois pourraient permettre de développer une compréhension encore plus fine des phénomènes étudiés. L'élargissement à d'autres cas nationaux, incarnant d'autres configurations institutionnelles ou partisans, serait en mesure de valider le jeu d'hypothèses édifiées par les auteurs à une plus large échelle.

Vincent Tiberj -
Sciences Po Paris, CEE

Pudal (Bernard) - *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours.*
Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2009
(Savoir/agir). 216 p. Glossaire.

Comment peut-on encore étudier le communisme français ? Qu'ajouter à un corpus pléthorique de recherches, d'essais et de témoignages ? Et surtout, quel intérêt y a-t-il à scruter un objet « mort » ? À ces questions devenues routinières, l'ouvrage de Bernard Pudal répond par une analyse socio-historique stimulante. Sur la base d'un ensemble d'articles déjà parus, présentés ici sous une forme articulée et actualisée, l'auteur propose un déplacement du regard, reléguant à l'arrière-plan les considérations politiques immédiates et recentrant l'attention sur des enjeux théoriques généralement délaissés. En effet, malgré une impression de saturation analytique, le phénomène communiste reste largement à élucider. Si le « silence des communistes »¹ a entretenu la méconnaissance des expériences militantes, l'inflation des commentaires et des études a contribué à obscurcir l'objet en relayant une série d'impensés. B. Pudal dévoile ainsi les logiques d'imposition d'une « métaphore obsédante, celle du déclin, de l'agonie, puis de la mort du PCF ». Sans contester

1. Vittorio Foa, *Le silence des communistes*, Paris, L'Arche, 2007.

les indices d'une désagrégation bien réelle, l'auteur propose d'en dépasser l'inventaire quelque peu nécrophile pour s'intéresser aux logiques profondes de la crise de l'institution partisane.

L'ouvrage, découpé en sept chapitres (en alternance, des articles de synthèse et des études de cas), traduit la cohérence d'un ample travail de sociologie historique du PCF, servi ici par une périodisation efficace. B. Pudal montre d'abord comment la période 1956-1978, qui suit la crise symbolique provoquée par la mort de Staline, correspond à un *aggiornamento* intellectuel et stratégique destiné à refonder un « régime de vérité ». En s'appuyant sur une analogie féconde entre le PCF et l'Église, il reconstitue la tentative de création d'un nouvel « intellectuel collectif » à partir de l'ancien mode ecclésial. Le travail de reformulation théorico-idéologique confié aux philosophes marxistes est éclairé par le cas Althusser dont le caractère extrême traduit bien les tensions du changement institutionnel. En parallèle, l'ouvrage parvient à restituer la mécanique complexe d'une stratégie unitaire qui doit compter avec de multiples brèches : la « double absence » politique et symbolique du PCF en Mai 68, la montée en puissance du Parti socialiste, le discrédit jeté sur le système soviétique, l'adhésion massive d'agents à fort capital culturel qui modifient la morphologie partisane et la distribution des rôles institutionnels.

La période 1978-1994, héritière de ces désajustements politiques et sociologiques, est une phase de repli durant laquelle le délitement du capital collectif du parti est rendu visible par la multiplication des critiques publiques et la désertion des intellectuels. Les failles du processus d'*aggiornamento* font ici l'objet d'une analyse forte qui donne toute son importance à l'inertie des schèmes partisans de la matrice stalinienne. B. Pudal montre combien les structures cognitives liées à l'ancien *habitus* militant continuent à travailler en profondeur le groupe dirigeant : ainsi s'explique la défection de militants qui, après avoir investi l'institution sur un mode fusionnel, en avaient épousé le mouvement d'ouverture. L'étude de la carrière de Gérard Belloin permet de dépasser les apories des approches surplombantes en reconstituant les logiques socio-biographiques du désengagement communiste. Au-delà de cet encart casuistique, la radiographie du désarroi militant mobilise le lexique du trauma et du deuil, par lequel l'auteur pose les jalons d'une psychanalyse sociale appliquée aux phénomènes

politiques. Cette grille d'interprétation permet de rendre compte à la fois du « travail sur soi » des militants et des multiples bricolages qui s'élaborent au sein de l'appareil pour assurer le « maintien de la croyance ». Finalement, la direction ne trouve à opposer à l'hémorragie militante qu'un double repli : sur les écosystèmes locaux où le maintien de l'endocratie communiste se paie d'une autonomisation par rapport au parti, et sur une rhétorique ouvriériste impuissante à capter un monde ouvrier en voie d'invisibilisation sociale. Au total, l'hétérogénéisation croissante du PCF, combinée à une crise des vocations militantes, débouche sur une phase d'« inertie d'institution » (1995-2008). Le recours à une « politique d'inflation démocratique », ultime symptôme du *vacuum* doctrinal et identitaire du PCF, finit par substituer au régime de vérité une culture du débat perpétuel dans laquelle les militants, renvoyés à eux-mêmes, peinent à trouver leur compte.

Dans un chapitre conclusif en forme de réflexion critique et programmatique, l'auteur suggère un redéploiement de la recherche autour de la politisation des ouvriers, laquelle ne s'épuise pas dans le mouvement communiste. Après avoir rappelé les biais de l'analyse du rapport du populaire au politique, il esquisse un programme d'exploration intensive des cultures ouvrières dont il relève la dimension indiciaire. Dans la lignée des travaux sur la positivité des attitudes populaires, il préconise d'investir « l'infra-politique des groupes subalternes », c'est-à-dire le réseau d'expériences ténues et composites où se joue la lutte contre l'ordre dominant. Une « description dense » des comportements ouvriers qui gagnerait à s'appliquer au mouvement ouvrier lui-même, au sein duquel se sont reconstruites des formes insidieuses d'exclusion et d'infériorisation.

En définitive, ce livre important offre une analyse à la fois fine, synthétique et engagée de la trajectoire du PCF depuis 1956. Contre le réductionnisme du paradigme totalitaire, B. Pudal insiste sur les transformations endogènes et exogènes qui ont affecté le système d'action communiste. Contre un certain anti-sociologisme et une vision figée des frontières disciplinaires, il construit un cadre conceptuel original, articulant sociologie critique et catégories socio-psychanalytiques. Enfin, contre la disqualification des attitudes populaires, il propose d'approfondir l'étude des formes du quant-à-soi ouvrier qui se jouent pour une large part en dehors des organisations.

Ce glissement du regard scientifique vers la politisation extra-institutionnelle, s'il est heuristique et nécessaire, est aussi sans doute un symptôme du défaut de représentation des classes populaires dans le champ politique.

Catherine Leclercq -
Sciences Po Paris

Merklen (Denis) - *Quartiers populaires, quartiers politiques*. Préface de Robert Castel. - Paris, La Dispute, 2009. 306 p.

S'écarter de la sociologie de la « désaffiliation », de Robert Castel qui introduit l'ouvrage, Denis Merklen se propose d'analyser les formes de l'action collective dans les territoires paupérisés. Son étude se fonde principalement sur un travail de terrain en Argentine, après la crise économique de 2002, et en France au lendemain des émeutes de 2005. À l'inverse de la thèse de R. Castel selon laquelle les effets de la perte d'emploi et le chômage de longue durée, depuis ces trente dernières années, sont déstabilisants et ont des conséquences désastreuses sur les individus, notamment en termes de sociabilité¹, l'auteur insiste sur les nouvelles sociabilités ou affiliations qui émergent dans des quartiers défavorisés et permettent à leurs habitants de passer à l'action collective. Cette recomposition de l'action se traduit par le concept de « politicité populaire ». Il faut entendre par là la capacité qu'offre le contexte local, tant au niveau politico-institutionnel qu'associatif, de la diffusion des ressources indispensables aux mobilisations collectives. En France, de nombreux travaux attestent du primat accordé au local face à cette dégradation du climat social et de la situation générale dans les quartiers périphériques². C'est une des tendances lourdes qui caractérisent le champ militant dans son ensemble à partir des années 1990³.

L'intérêt de l'ouvrage réside dans l'exposition du cas argentin, moins connu, sorte de contre-pied du modèle d'intervention de l'action publique en France. Si les deux pays ont connu une territorialisation de l'action publique, celle-ci se décline de deux manières différentes. En Argentine, ce n'est

qu'après la période démissionnaire de l'État, sous le gouvernement des péronistes et des militaires, pendant la décennie 1990, que l'action est relancée. En France, au contraire, la même période, avec le retour de la gauche au pouvoir et la création du ministère de la Ville en 1990, se caractérise par la distribution de ressources accrues aux quartiers. Cette différence significative entre les deux pays a un impact décisif sur le déclenchement et la nature de l'action collective. Dans le cas argentin, l'absence de ressources publiques a incité les habitants à les rechercher parfois en dehors des quartiers, auprès d'instances extérieures (ONG, etc.), ce qui leur a permis d'engager un bras de fer avec l'État. Le mouvement des *piqueteros* – et celui des *asentamientos* (les occupations illégales) – a surpris tout le monde à la fois par son ampleur, sa durée et sa détermination. Il s'explique par la profondeur de la crise de 2002 qui a contraint les argentins de couche populaire, voire issus des classes moyennes, poussés par une « logique de survie », à se mobiliser ; mais aussi par tout un maillage organisationnel, un nouveau système d'acteurs transnationaux impliqués dans la lutte contre la pauvreté depuis l'apparition de la crise économique dans les années 1970, qui modifié en profondeur la problématique sociale en termes de travail et de classe sociales. Ceci se traduit aujourd'hui par le terme d'« *empowering the poor* », c'est-à-dire l'invitation faite aux intéressés à participer à la gestion du programme d'assistance. Cette proposition loin d'être satisfaisante, car elle n'encourage pas la construction d'une identité collective favorable à l'engagement, a pourtant apporté son lot de ressources et permis la reconquête des droits. Dès lors, les quartiers sont reconnus comme réservoir de « capital social ». Tandis qu'en France, l'injection de nouvelles ressources dans les quartiers par l'État va avoir pour effet de neutraliser l'action contestataire, de réduire les marges de manœuvre de ses habitants et, dans le même temps, d'induire une lutte pour leur appropriation. En ce sens, D. Merklen récuse la notion de « ghetto » pour désigner les quartiers périphériques des banlieues françaises, la présence des institutions publiques empêchant l'« inscription territoriale » des habitants sur une base communautaire et strictement locale. Elle permet le passage des individus du local au sociétal, du quartier à la ville. Là où l'auteur rejoint néanmoins les sociologues de

1. Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995 (L'espace du politique), p. 414.
2. Liane Mozère, Michel Peraldi, Henri Rey, *Intelligence des banlieues*, La Tour d'Aigues, Éd. de L'Aube, 1999.
3. Bénédicte Havard Duclos, Sandrine Nicourd, *Pourquoi s'engager ? Bénévoles et militants dans les associations de solidarité*, Paris, Payot, 2005, p. 164.

la « désaffiliation » c'est lorsqu'il appréhende le quartier comme une « source spécifique d'intégration » renvoyant l'analyse à un parti pris par trop généralisant et normatif. L'ouvrage fournit cependant des outils d'analyse qui permettent de rendre compte de la complexité des logiques d'action et de la diversité des situations de ces espaces, parfois déshérités, mais non dépourvus de ressources pour agir.

Nathalie Fuchs -

Sciences Po, Centre de recherches politiques
de Sciences Po (Cevipof)

Péchu (Cécile) - *Les squats.* -

Paris, Presses de Sciences Po, 2010 (Contester). 127 p.

L'ouvrage proposé par Cécile Péchu, dans une collection qui vise l'appropriation par un public d'étudiants et de militants, permet de rendre accessible les travaux qu'elle mène depuis de nombreuses années sur les mobilisations autour du mal-logement. Le pari est ambitieux, tant les *squats* recouvrent une diversité de réalités et d'enjeux. L'auteure n'en retient toutefois qu'un seul aspect, certes central : leur caractère de « mode d'action contestataire », c'est-à-dire la dimension proprement politique que leur usage manifeste. Le fait que le *squat* puisse parfois être utilisé de façon privée et silencieuse, sans publicisation ni revendication, comme résistance larvée au mal-logement et à la pauvreté, n'est donc pas ici la dimension retenue¹. L'enjeu de l'ouvrage est de proposer une histoire et une analyse de la mise en œuvre de ce mode d'action spécifique (« action d'occupation illégale d'un local en vue de son habitation ou de son utilisation collective ») dans et par des mouvements militants. La focale est dès lors centrée sur les idéologies et les répertoires discursifs utilisés par ces groupes.

Malgré la diversité des recours au *squat* comme mode d'action dans le temps (l'ouvrage court de la fin du 19^e siècle à aujourd'hui) et dans l'espace (un grand nombre d'expériences européennes au-delà du cas français sont mobilisées), deux logiques centrales et partiellement divergentes sont repérées par l'auteure. Elles donnent lieu aux deux chapitres principaux de l'ouvrage. La première, la plus ancienne, est à coloration

« classiste » : le *squat* y est utilisé dans une optique ouvriériste essentiellement comme moyen d'obtention de logements, ou accompagné de revendications tournant autour du droit au logement, et surtout du droit au logement des ouvriers, des pauvres, des exclus, etc. La deuxième logique, apparue plus récemment dans la foulée des revendications post-soixante-huitardes, qualifiée de « contre-culturelle », s'accompagnant d'une thématique sur les lieux libérés, mobilise le *squat* comme moyen de « vivre autrement », comme utopie communautaire réalisée. Reprise à peine voilée de l'opposition entre mouvement ouvrier et nouveaux mouvements sociaux, cette typologie propose de regarder comment un même mode d'action contestataire peut servir des revendications, des univers militants et des rapports à l'espace politique différenciés.

Si l'on comprend les raisons liées au souci de vulgarisation qui ont pu conduire à simplifier et typifier les idéologies sous-tendant le recours au *squat* comme mode d'action, il n'en reste pas moins un ensemble de difficultés dans cette typologie. Définir et qualifier l'idéologie des mouvements en la dotant d'un statut quasi « officiel » est pour le moins délicat. Comment sont choisis les « porte-parole » officiels, tenant le discours public qui ferait la vérité de ces groupes ? S'agit-il des militants les plus influents de chaque mouvement ? Ceux qui ont laissé des « traces » (livres, témoignages...) et ont été les plus « bavards » en ayant les plus grandes capacités de théorisation de leurs actions ? S'agit-il des créateurs, fondateurs de chacun de ces mouvements, comme les biographies esquissées des militants de certains mouvements le laissent penser ? S'agit-il des chercheurs, souvent eux-mêmes militants, qualifiant rétrospectivement ces groupes et leurs idéologies au vu de leur réalisation ? C. Péchu reprend largement à son compte la théorisation des pratiques, actions et idéologies des militants dominants dans le champ du *squat* et l'on ne sait pas toujours pourquoi tel mouvement est plutôt codé comme relevant d'une thématique classiste quand l'autre renverrait à une dimension contre-culturelle. Or, pour qui a enquêté dans les *squats* contemporains, c'est bien la diversité des discours, y compris de justification militante, qui frappe. Les discours « officiels » des mouvements, eux-mêmes pluriels, entrent par ailleurs en tension constante

1. Pour cette visée qui ne peut confondre *squats* et mode d'action, ou *squats* et militantisme, le lecteur pourra se reporter à un autre ouvrage récent et complémentaire sur la question : Florence Bouillon, *Les mondes du squat*, Paris, PUF, 2009.

avec des réalités où la politisation ne va jamais de soi, notamment pour les habitants des *squats*, mal-logés et/ou précaires.

L'intérêt de cet ouvrage est donc ailleurs que dans cette typologie, plus pédagogique qu'heuristique. Il réside essentiellement dans le foisonnement des exemples et la profondeur historique dont la visée, si ce n'est exhaustive, permet en tout cas de donner à voir un très grand nombre d'expériences de *squats*, actuelles et passées, et dote au passage ce mode d'action d'une forte légitimité. L'intérêt est également dans la mine de références fournies pour ceux qui s'intéressent aux différents épisodes de l'utilisation du *squat* (travaux militants et/ou universitaires, et notamment mémoires de troisième cycle). Rassemblées ici de manière qui les rendent accessibles à un large public, ces informations peuvent donner envie d'aller plus loin, et de lire notamment les autres ouvrages ou articles de C. Péchu, où, au-delà des intentions et des discours militants, la réalité des fonctionnements des *squats* y est mieux analysée et plus interrogée.

Bénédicte Havard Duclos -

Université de Bretagne occidentale, Laboratoire ARS

Crettiez (Xavier), Mucchielli (Laurent), dir.

- Les violences politiques en Europe.

Un état des lieux. -

Paris, La Découverte, 2010 (Recherches). 336 p. Index.

La littérature savante sur la violence politique n'a cessé de prendre de l'ampleur depuis une vingtaine d'années en France. Mais proposer un état des lieux qui se serait limité à ce seul pays aurait constitué une entreprise un peu étriquée, à la fois en raison de l'exiguïté relative du paysage franco-français mais aussi, et surtout, par manque de toute perspective comparatiste. Le cadre européen semble au contraire parfaitement approprié, moins parce que les pays de ce continent seraient confrontés à des défis toujours communs (les violences séparatistes, les émeutes urbaines ou la menace terroriste internationale les affectent très différemment) mais parce qu'ils partagent des valeurs communes censées encadrer leurs réponses juridiques, politiques et même techniques aux formes de violence politique qu'il leur faut affronter.

L'association à la direction de cet ouvrage d'un politiste et d'un sociologue présente le grand avantage de faire se rencontrer deux traditions de

recherche qui, comme le relève Donatella della Porta dans sa contribution, ont trop rarement dialogué : celle qui prend pour objet un extrémisme radical prônant le recours à la violence armée, et celle qui s'intéresse aux formes (souvent plus bénignes) de violences émergeant à l'occasion de mouvements sociaux. Le plan de l'ouvrage rend bien compte de cette ambition de balayer large puisqu'il juxtapose des études sur « les violences dues à un extrémisme idéologique » (partie 1), « les violences nationalistes » (partie 2) qui constituent en fait un sous-ensemble de l'intitulé précédent, « les violences émeutières » (partie 3), « les violences d'État » (partie 4). On peut d'ailleurs contester ici le classement dans cette partie de certaines dérives de policiers ripoux décrites dans l'une des contributions sur l'Italie. L'ensemble se clôt sur une partie intitulée « Réflexions méthodologiques sur la violence », au statut peut-être insuffisamment clair au regard de son contenu réel. L'une des deux contributions, en effet, est plutôt une (riche) introduction à l'étude des relations entre mouvements sociaux et recours à la violence, tandis que la seconde s'intéresse au rôle (mineur en général) joué par la violence dans la transition vers la démocratie pluri-partite des pays de l'ex-camp socialiste.

Donc, un livre qui, par son ambition, s'affiche sous les meilleurs auspices. Ajoutons à cela que les auteurs qui ont contribué à cet ouvrage (une quinzaine) ont quasiment tous des titres très solides à participer à une telle entreprise. D'où vient pourtant que, malgré son opportunité, on se pose néanmoins quelques questions de fond ? Essentiellement pour deux raisons. La première est relative au degré de cohérence intellectuelle de l'ensemble. Avouons-le, on aurait souhaité une plus grande cohésion des contributions autour d'un cadre de lecture plus rigoureusement commun à chacune, et surtout autour d'une conception réellement commune de la notion d'« état des lieux ». État des lieux par pays ou par catégories de violences ? Les deux démarches coexistent mais de façon non systématique. État des lieux de la littérature savante et/ou état des lieux des pratiques de violence ? Certains auteurs retiennent plutôt la première option, d'autres la seconde, ce qui n'est pas sans introduire quelques déséquilibres (et quelques lacunes). Par ailleurs, et en dépit du titre de l'ouvrage, la situation de l'ensemble des pays européens n'est pas balayée par cette étude. Les grands absents sont les pays issus de l'ex-Yougoslavie pourtant ravagés par une

violence inouïe. Bien d'autres États ne sont mentionnés que marginalement, voire pas du tout, comme la Grèce, les pays baltes ou la Suède, celle-ci pourtant confrontée à de graves attentats, notamment contre son Premier ministre Olof Palme. Par ailleurs, la littérature savante sur la violence politique dans des pays comme l'Allemagne ou l'Espagne demeure trop parcimonieusement présentée. L'idéal eut peut-être été de confier l'état des lieux dans chaque pays ou groupes de pays à un spécialiste ou à une équipe, à l'instar de l'entreprise menée par Kay Lawson sur les partis politiques européens¹. Cela aurait permis non seulement de combler des lacunes géographiques mais aussi de mieux explorer la totalité des diverses formes de violences vécues par un même pays. L'Espagne par exemple n'a pas connu que l'activité de l'ETA mais aussi celle des escadrons de la mort qui ont sévi bien au-delà de la période franquiste (sans parler du célèbre attentat de Madrid le 11 mars 2004).

Ces réserves émises, on lira néanmoins avec le plus grand intérêt les mises au point que nous offrent des spécialistes confirmés. Sur l'Irlande du Nord ou sur la Corse, sur la police des foules, la violence ultragauche, les émeutes en Grande-Bretagne, ou encore sur la littérature consacrée en Europe aux « violences islamistes », les développements proposés séduiront sans aucun doute le lecteur par la richesse des informations et la pertinence des analyses. La remarquable contribution de Laurent Mucchielli consacrée aux violences urbaines dans la France contemporaine appelle une mention spéciale en raison non seulement de son caractère particulièrement fouillé mais aussi des questions qu'elle soulève. Quand elle passe en revue les diverses lectures et interprétations des violences émeutières de 2005 en France, on ne peut s'empêcher de penser à cette mise en garde formulée jadis par Pierre Bourdieu. Ce qu'il appelait « le biais », inscrit dans la position de savant, « consiste à ignorer tout ce que l'analyste projette dans sa perception de l'objet du fait qu'il est extérieur à l'objet, qu'il l'observe de loin et de haut »². En d'autres termes, c'est le risque commun à bien des auteurs mentionnés de proposer des

explications de la violence travaillées par l'excès de rationalisation *ex post*. Il est vrai que Pierre Bourdieu lui-même est parfois tombé dans le piège qu'il avait repéré avec une belle lucidité.

Philippe Braud -
Sciences Po Paris

Silva (Eduardo) - *Challenging Neoliberalism in Latin America.* -

New York, Cambridge University Press, 2009. 318 p.
Bibliogr. Index.

L'ouvrage d'Eduardo Silva propose une réflexion comparée de mobilisations collectives massives ayant conduit à la démission de présidents élus, sur la base de contestations des politiques néolibérales (Argentine, Équateur, Bolivie, Venezuela). L'analyse comparée apporte un élément de théorisation important pour l'examen de ces mobilisations : des travaux ont en effet étudié chaque cas pris séparément, mais peu les ont abordés avec l'objectif de proposer une grille de lecture théorique systématique – quand ils l'ont fait, c'est davantage à partir du résultat (l'interruption du mandat présidentiel) que du processus de mobilisation qui y a conduit³. Comme le montre l'auteur, ces cas posent des questions nouvelles à l'analyse théorique : d'une part, le fait de considérer une diversité de mobilisations collectives comme un ensemble inséré dans un seul cycle de contestation face au gouvernement, et non plus comme une agrégation de luttes particulières – cette dernière tendance ayant été renforcée par le fait que l'analyse des mouvements sociaux en Amérique latine a privilégié des approches fondées sur les identités particulières ; d'autre part, l'idée que les mobilisations collectives peuvent conduire à des changements de gouvernements démocratiquement élus, sans considérer *a priori* qu'il s'agit là d'une remise en question de la stabilité des institutions, pensée comme un absolu pour garantir une bonne gouvernance ; enfin, l'importance centrale accordée au contenu revendicatif explicite de ces mobilisations, l'opposition aux réformes néolibérales.

1. Kay Lawson (ed.), *Political Parties and Democracy*. Volume II. *Europe*, New York, Praeger, 2010.

2. Pierre Bourdieu, *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, Seuil, 1992, p. 50.

3. Mariana Llanos, Leiv Marsteintredet, *Presidential Breakdowns in Latin America. Causes and Outcomes of Executive Instability in Developing Democracies*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2010 ; Aníbal Pérez-Liñán, *Presidential Impeachment and the New Political Instability in Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

Pour structurer sa proposition, E. Silva s'inscrit dans une approche théorique des mouvements sociaux inspirée de Charles Tilly et Sidney Tarrow, qu'il articule avec une réflexion sur l'évolution globale des sociétés étudiées¹. Il considère ainsi que le point commun de ces mobilisations serait leur opposition à une évolution vers une « société de marché », recherchée par les gouvernements néolibéraux, où toutes les relations sociales et économiques sont normées par une logique de marché (l'expression renvoie de manière explicite aux analyses de Karl Polanyi). Ces mobilisations revendiquent une implication plus visible de l'État dans l'économie et le social.

L'auteur évoque cinq conditions nécessaires à l'émergence de mobilisations collectives capables de remettre en question la permanence de gouvernements néolibéraux. Tout d'abord, les réformes néolibérales doivent avoir créé une exclusion politique et économique encore plus forte de larges secteurs de la population. Ensuite, il doit exister un espace politique et associatif pluraliste, c'est-à-dire un régime démocratique, qui permette à ces secteurs marginalisés de s'organiser. Troisième condition, la capacité de ces organisations d'exprimer leur contestation dans un cadre de compréhension à la fois global et commun ; ce cadrage a permis d'exprimer toutes les mobilisations localisées dans un discours anti-néolibéral : il s'est réalisé en combinant des réunions au sommet, un fonctionnement en réseau et un discours de mobilisation fondée sur la participation directe de la communauté. Quatrième condition : par-delà la variété des répertoires d'action contestataires, l'absence de recours à la violence armée révolutionnaire a contribué à ne pas créer d'obstacles à la contestation. Enfin, l'échec économique des solutions néolibérales constitue une dernière condition, puisqu'il contribue à crédibiliser le discours des organisations contestataires.

L'analyse est pensée dans un moyen terme : elle s'intéresse au contraste entre, d'une part, la mise en œuvre du projet néolibéral et ce qu'il a signifié comme rupture historique par rapport aux trajectoires nationales, et de l'autre, la progressive articulation d'un ensemble de mobilisations autour d'une expression collective unifiée sur la critique au néolibéralisme. Elle cherche

également à montrer les mécanismes de convergence entre différents secteurs pour aboutir au renversement du président en place. Enfin, l'auteur prolonge sa réflexion en montrant comment les nouveaux présidents élus après les renversements ont intégré dans leur programme des éléments de la revendication antinéolibérale.

Toutefois, les deux échelles de comparaison choisies (au niveau temporel, le moyen terme, au niveau des acteurs, les organisations et le pouvoir) ont pour effet de conduire à lire le caractère anti-néolibéral des mobilisations à l'aune de la chute finale des régimes néolibéraux et de privilégier une vision centrée sur le rôle des dirigeants et des organisations plutôt que sur l'explication de l'engagement individuel dans la mobilisation. Ce dernier point conduit à supposer que tous les citoyens mobilisés le sont sur la base de la contestation du projet néolibéral, parce qu'ils subissent tous une exclusion, sans s'interroger sur les réceptions de ce cadrage.

La formulation théorique reste rapide sur un point central, le lien entre la mobilisation et les raisons qui conduisent l'exécutif contesté à démissionner. L'auteur évoque des reconfigurations au sein du bloc de pouvoir qui soutient le président contesté et le basculement de certains acteurs. Toutefois, les liens entre les secteurs mobilisés, les formes prises par la contestation ou la manière pour celle-ci d'exprimer ses revendications sont finalement assez peu analysés comme facteurs permettant d'expliquer les changements de position de certains groupes, qui semblent davantage réagir à la mise en faiblesse d'un exécutif contesté.

Par ailleurs, le choix des cas introduit une différence assez peu analysée. L'auteur entend conduire son analyse dans une perspective de moyen terme en considérant à la fois la période néolibérale et celle de sa contestation. Dans les cas argentins, équatoriens et boliviens, une mobilisation massive sur un temps relativement court permet de rendre compte d'une simultanéité des trois éléments – les effets de la crise économique et sociale, la mobilisation massive et la formalisation d'une critique globale au néolibéralisme – et donc de corréler le contenu de la mobilisation avec le résultat final. Pour le Venezuela, en revanche, cette situation est plus ambiguë :

1. Les questions évoquées précédemment et les choix théoriques assumés par l'auteur sont relativement rares dans l'étude des mobilisations collectives en Amérique latine, comme le signale Camille Goirand, « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine », *Revue française de science politique*, 60 (3), juin 2010, p. 445-466.

l'élection de Hugo Chavez intervient en 1998, à l'issue certes de mobilisations importantes, mais fragmentées, dans le cadre d'un calendrier électoral non bouleversé par la mobilisation et davantage comme résultat de la perte de crédit des dirigeants traditionnels convertis au néolibéralisme. Il pourrait de ce fait être avancé que son élection ne représente pas l'aboutissement d'un cycle de mobilisations antinéo-libérales mais plutôt son élément déclencheur.

David Garibay -

Université Lumière-Lyon 2, Triangle

Cohen (Elizabeth F.) - *Semi-Citizenship in Democratic Politics.* -

New York, Cambridge University Press, 2009.
238 p. Bibliogr. Index.

Quoi de commun entre un enfant, un réfugié, un repris de justice aux États-Unis, un homosexuel et un Rom ? Tous partagent, selon Elizabeth Cohen, un statut de semi-citoyenneté, c'est-à-dire qu'ils disposent uniquement de certains des droits – dans une combinaison spécifique à chacun des cas – associés à une citoyenneté pleine et entière. Les travaux sur la citoyenneté sont peu nombreux à s'être intéressés à ces situations hybrides et lorsqu'ils le font, c'est le plus souvent, en se situant du point de vue des théories de la justice sociale, pour dénoncer l'exclusion dont sont l'objet certains groupes ou, dans le cas de travaux empiriques, en se concentrant sur le cas des immigrants et des étrangers, et en mettant l'accent sur les enjeux liés à la nationalité. E. Cohen rappelle qu'une large partie des personnes concernées par ces statuts ne sont pourtant ni immigrées ni étrangères, et que la nationalité ne suffit pas à garantir la pleine citoyenneté. Dans son ouvrage, elle cherche d'une part à identifier les différentes formes de semi-citoyenneté existantes pour les classer et, d'autre part, à comprendre comment et pourquoi ces formes de semi-citoyenneté existent et sont inévitables, voire parfois souhaitables d'un point de vue normatif.

Elle fonde sa typologie des formes de semi-citoyenneté sur les types de droits garantis aux individus, en distinguant droits autonomes et droits relatifs, dans la lignée de Charles Tilly¹. Les

premiers « se réfèrent à des biens dont les personnes ont besoin quel que soit le contexte » et ils prennent des formes assez similaires quel que soit le lieu d'application ; il s'agit notamment de la liberté de circulation, du droit à une éducation de base, à la sécurité physique, à un bien-être minimal et de certains droits civils (liberté d'expression, d'opinion, droit de former une famille...). Les seconds « prennent leur signification dans des contextes politiques particuliers » (p. 60). E. Cohen cite en exemple le droit de former des contrats, de travailler, le droit de propriété, ou encore le droit de vote.

Sur cette base, elle identifie quatre formes de semi-citoyenneté, selon que les droits autonomes et relatifs accordés sont forts ou faibles – c'est-à-dire plus ou moins étendus. Les semi-citoyens de premier ordre disposent de droits autonomes et relatifs forts ; elle classe les LGBT, les résidents permanents et les réfugiés dans cette catégorie. Les semi-citoyens de deuxième ordre bénéficient de droits autonomes forts, mais de droits relatifs faibles, c'est le cas des enfants ou des militaires. Les semi-citoyens de troisième ordre se voient reconnaître des droits autonomes faibles et des droits relatifs forts : les citoyens de l'Union européenne relèvent par exemple de cette catégorie. Enfin, les semi-citoyens de quatrième ordre n'ont que des droits faibles, c'est le cas des Roms ou des immigrants clandestins.

Au-delà de cette typologie, qui lui permet d'esquisser des comparaisons, E. Cohen cherche à comprendre ce qui produit ces situations de semi-citoyenneté. Selon elle, c'est la façon dont s'entrecroisent les normes produites par différents courants de pensée et les impératifs de l'action publique qui les rend inévitables. Plus précisément, elle considère qu'il existe des tensions entre deux conceptions de la citoyenneté : l'une, libérale, promeut l'égalité d'accès aux droits de l'ensemble des individus ; l'autre, démocratique ou civique, considère que seuls les individus qui partagent un ensemble de valeurs civiques leur permettant de participer au *demos* doivent être citoyens. Dans la perspective libérale, la citoyenneté est potentiellement très inclusive mais le contenu en termes de droits positifs est faible, tandis que c'est l'inverse dans la pensée démocratique. À la tension entre ces deux registres de

1. Charles Tilly, « Where do Rights Come From ? », dans Theda Skocpol (ed.), *Democracy, Revolution and History*, Ithaca, Cornell University Press, 1998, p. 55-72, dont p. 56.

justification s'ajoutent les exigences de gouvernementalité qui imposent leurs nécessités en matière de régulation des populations. L'État, chargé d'articuler les normes et exigences émanant de ces trois sources, libérale, démocratique et bureaucratique, et de gérer les conflits éventuels, est alors amené à mettre en place diverses formes de semi-citoyenneté. Dans le cas des enfants, par exemple, Cohen souligne que pensée libérale et démocratique convergent pour considérer que ceux-ci doivent être exclus de la citoyenneté, car ils ne sont pas raisonnables et n'ont pas les compétences pour participer à la cité. Du point de vue de l'État toutefois, ils doivent avoir des droits afin de pouvoir être gouvernés (il faut ainsi leur reconnaître un minimum de raison afin de pouvoir les juger en certaines circonstances). L'octroi d'une citoyenneté de second ordre apparaît alors comme un moyen de résoudre ces contradictions.

L'ouvrage d'E. Cohen, très didactique, est nourri des travaux les plus récents sur la citoyenneté – notamment des débats sur la citoyenneté post-nationale, des travaux sur l'histoire de la citoyenneté des enfants et de l'apport des approches féministes – mais aussi des recherches sur la nationalité ou encore sur l'enjeu du droit au mariage des homosexuels. En proposant une nouvelle catégorie d'analyse, celle de semi-citoyenneté, et une typologie de celle-ci, il incite à poursuivre la réflexion sur les formes intermédiaires de citoyenneté en sortant de la focalisation sur les questions de nationalité et d'immigration. On pourrait également trouver stimulante la volonté de prendre à revers une série de travaux de théorie politique critique¹, afin de montrer que les formes de semi-citoyenneté ne résultent pas uniquement d'une entreprise de domination des classes dominantes (p. 51) et qu'elles peuvent être analysées autrement qu'en termes d'exclusion. L'auteur souligne ainsi qu'il peut être intéressant, non seulement pour l'État mais également pour les individus concernés, de bénéficier de statuts de semi-citoyens qui s'avèrent moins contraignants et exigeants qu'une nationalité pleine et entière acquise par naturalisation (p. 206). On aimerait toutefois qu'elle spécifie davantage les formes de semi-citoyenneté et les groupes pour lesquels c'est le cas, et qu'elle analyse également les configurations, au moins aussi nombreuses, qui vont à

l'encontre de cette interprétation. Cela renvoie plus largement à la façon dont E. Cohen conçoit la valeur normative de la théorie politique : selon elle, l'objectif de celle-ci n'est pas « d'expliquer comment échapper aux dilemmes de la semi-citoyenneté mais bien plutôt d'expliquer comment identifier et justifier les hiérarchies qui existent » (p. 207). On pourrait cependant chercher à comprendre comment des statuts de semi-citoyen se sont constitués historiquement sans que cela les justifie nécessairement au plan moral, et sans renoncer pour autant à une réflexion en termes de justice sociale.

Pour conclure cette lecture, on voudrait évoquer deux aspects de l'édifice théorique que propose E. Cohen qui nous paraissent problématiques. Le premier a trait à la définition des droits autonomes et relatifs sur laquelle l'auteur fonde sa typologie des formes de semi-citoyenneté. Selon les pages, elle glisse de la notion de « besoin » à celle de « droit à » (*entitlement*) et à celle de « droit » (p. 60, 64, 65 par exemple). Ainsi, les droits autonomes se réfèrent à « des biens dont les personnes ont besoin quel que soit le contexte » mais aussi à des droits qui prennent des formes assez similaires quel que soit le contexte, comme si, en la matière, il n'y avait pas d'écart entre ce dont les individus ont besoin et ce qui leur est reconnu comme droit. Si la notion de droits autonomes renvoie à des biens dont les individus ont universellement besoin, la liste de ceux-ci mériterait d'être justifiée au plan normatif, ce que ne fait pas E. Cohen. Pourquoi considérer par exemple que la liberté d'expression et d'opinion en fait partie, et pas le droit de vote ? Et si la notion de droits autonomes renvoie à des droits effectivement reconnus, la liste d'exemples se discute également, au plan empirique cette fois-ci. Peut-on vraiment affirmer que le droit à des soins médicaux ou à un bien-être minimal, par exemple, prend des formes similaires quels que soient les contextes politiques ?

Le second point problématique concerne la façon dont l'auteur articule des catégories de la pensée politique et de l'action publique. Elle considère que c'est le télescope entre des normes contradictoires, produites les unes par différents courants de pensée et les autres par les impératifs de l'action publique, qui rend les

1. Comme ceux de Judith Shklar, *American Citizenship. The Quest for Inclusion*, Cambridge, Harvard University Press, 1991, ou de Iris Marion Young, *Justice and the Politics of Difference*, Princeton, Princeton University Press, 1990.

situations de semi-citoyenneté inéluctables. Elle écrit ainsi : « Différentes logiques normatives doivent coexister, et s'accommoder aussi d'autres logiques non normatives. L'américanisme prescrit par Rogers Smith coexiste, sans que l'un l'emporte sur l'autre, avec le libéralisme lockéen de Louis Hartz et l'interprétation de l'Amérique libérale de Tocqueville par Gunnar Myrdal. C'est rendu possible par des compromis par l'intermédiaire desquels les doctrines s'entrecroisent en certains points et élaborent des exceptions lorsqu'elles divergent » (p. 128). Pourtant, si l'on prend l'exemple de la nationalité, les travaux de socio-histoire (que l'auteur mobilise d'ailleurs

fréquemment) montrent bien que l'on ne peut pas analyser les trajectoires historiques comme de purs décalques des conceptions théoriques de la nation.

En ce sens, la lecture de *Semi-citizenship in Democratic Politics* donne envie de voir l'analyse se poursuivre en investiguant davantage la question des relations entre catégories de la pensée politique et de l'action publique, notamment sur un plan empirique ; cela témoigne aussi du caractère stimulant des pistes de réflexion qui y sont ouvertes.

Camille Hamidi -

Université Lumière-Lyon 2, Triangle